

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAM. 13, DIM. 14, LUN. 16 JANVIER 1979 - N° 831

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

EN AVANT VERS LES 60 PAGES HEBDOMADAIRES

De très nombreux lecteurs avaient souligné l'importance de disposer d'une édition du *Quotidien du Peuple* plus riche en fin de semaine. Rendez-vous avait été pris sur ce point pour le 13 janvier. Nous y sommes, voici le premier «16 pages» de fin de semaine.

Dans le cours de la bataille engagée pour rassembler les 25 millions indispensables à la survie du journal, nous avons été contraints, par mesure d'économie, de réduire la pagination. Un peu avant la fin de l'année 78, l'intense mobilisation se concluait victorieusement. L'objectif des 25 millions atteint, la question se posait de redéfinir une formule nouvelle du *Quotidien du Peuple*, mieux adaptée à la situation.

De quel journal avons-nous besoin aujourd'hui ? C'est cette question que nous avons posée aux lecteurs, aux camarades. C'est à partir de leurs préoccupations, de leurs aspirations, de leurs critiques que nous avons fixé les grandes orientations qui seront celles du journal. Pour répondre pleinement à sa définition de journal au cœur des luttes, le *Quotidien du Peuple* doit s'investir pleinement sur le terrain, en multipliant les reportages au cœur des régions frappées par le chômage, en rendant compte de l'intérieur des luttes des questions qui se posent dans la classe ouvrière. A l'heure où, sur la scène internationale, des événements de grande portée se déroulent, le *Quotidien du Peuple* doit tenir toute sa place dans le soutien aux luttes des peuples, dans la lutte contre les préparatifs de guerre des deux superpuissances.

Un journal plus dense politiquement, plus vivant, plus ouvert, mieux construit, mieux présenté, c'est ce que veut devenir le *Quotidien du Peuple*. Il a des acquis importants à son actif de ce point de vue. Trois années de bataille quotidienne ont permis d'accumuler une riche expérience.

Voici donc la première étape réalisée. Désormais, chaque fin de semaine, les lecteurs disposeront d'un journal de seize pages pour lequel un effort particulier sera fait par l'équipe de rédaction. Forts de ce premier succès, il nous faut maintenant envisager la seconde étape, celle des 60 pages hebdomadaires. Pour cela, il y a une condition fondamentale : maintenir, renforcer, développer les liens du *Quotidien du Peuple* avec ses lecteurs. Sous toutes les formes. Nous avons déjà fait beaucoup de travail positif ensemble. Il faut encore l'améliorer, l'étendre. Que serait le *Quotidien du Peuple* sans la participation active de ses lecteurs ; sans leur mobilisation soutenue, sans les nombreuses correspondances parlant de la vie des masses, de leurs luttes ; sans leurs suggestions, leurs collaborations, leurs critiques...

Sur le plan financier, est ouverte dès maintenant une souscription permanente pour le retour aux 60 pages hebdomadaires. Chaque somme versée, si limitée soit-elle, contribue à avancer l'échéance des 60 pages ; c'est chaque lecteur qui est concerné !

Le *Quotidien du Peuple* n'a qu'une ambition, c'est de mériter son titre. Ensemble camarades, nous avons gagné des batailles difficiles, à commencer par celle - il y a trois ans - pour son existence. Ensemble, nous allons améliorer cette arme, indispensable dans le combat de classe, qu'est devenu le *Quotidien du Peuple*.

Gérard PRIVAT

LA LORRAINE VEUT VIVRE !



Selon les premières indications de notre correspondant, la grève semblait largement suivie, en Lorraine, vendredi matin. Plusieurs barrages étaient établis autour de Hayange. On prévoyait une importante mobilisation pour la manifestation de l'après-midi, appelée par l'ensemble des organisations syndicales.

L'émotion soulevée par le plan de licenciement gouvernemental amène y compris des journaux comme le *Républicain lorrain* à prendre hypocritement la défense des sidérurgistes. Sur le thème «Défendons la Lorraine», le journal invite ses lecteurs à envoyer des vignettes de protestation à Giscard, et ouvre ses colonnes «courrier des lecteurs» à des déclarations virulentes, comme celle de ce «vieux messin outré par la désinvolture parisienne» qui écrit qu'il est temps que les Lorrains remplacent discipline par révolte.

Quelle sera la suite de cette journée de 24 heures ? S'agira-t-il, une fois de plus, d'une journée-éteignoir, comme les précédentes, qui n'ont pu faire reculer les plans de licenciements successifs des maîtres de forge ? Les travailleurs de la sidérurgie ont encore en tête l'échec de la mobilisation contre les 3 000 licenciements d'Usinor-Thionville, et nombre d'entre eux n'entendent pas se laisser faire une seconde fois.

LE SOMMAIRE
EST EN PAGE 16

IRAN Les USA lâchent - ils le Shah ?

Le Secrétaire d'Etat américain Cyrus Vance a caractérisé comme une «saine intention» le projet du Shah de quitter l'Iran pour «prendre des vacances». Dans la journée de jeudi, le Shah a constitué une sorte de Conseil de régence composé de six militaires et de l'ambassadeur d'Iran à Washington, sans doute en espérant que ce Conseil sera à même de préparer son retour.

Est-ce ce retour ou le départ définitif du Shah que souhaitent les USA ? Quoiqu'il en soit, le gouvernement US semble bien miser pour l'instant sur le gouvernement Bakhtiar, espérant que celui-ci permettra de préserver l'essentiel de ses intérêts, même si Bakhtiar évoque «la collaboration des religieux» et la suspension des livraisons de pétrole à Israël et l'Afrique du Sud.

Pourtant, des dizaines de milliers de personnes ont manifesté jeudi, au cimetière de Téhéran, scandant : «A mort le Shah et Bakhtiar son valet».

Lire en page 13

KAMPUCHEA

● Deux semaines d'invasion

Lire en page 11

● Les pays de l'ASEAN face à l'agression

Lire en page 11

● Interview de Norodom Sihanouk à TF 1

Lire en page 16



DES RÉVOLUTIONNAIRES PAR MILLIERS DANS LES PRISONS

● L'hebdomadaire de l'OCT publie dans son dernier numéro un dossier sur la « Révolution cubaine, 20 après ». Parmi les articles, un texte de Carlos Franqui, qui après avoir été un dirigeant de la révolution cubaine, directeur du journal *Revolucion*, se désolidarisa du régime et pris le chemin de l'exil. Son article, qui dénonce le système répressif à Cuba, est déjà paru dans l'hebdomadaire espagnol *Cambio 16*.

On affirme officiellement que la police cubaine ne pratique pas la violence. En tant que règle, je crois que c'est la vérité. Il y a d'autres méthodes plus effica-

ces. La terreur.

Quand quelqu'un est arrêté — toujours de nuit — on pose des scellés sur l'appartement. Cela veut dire qu'il n'y reviendra jamais plus.

Dès le début, on lui parle de la gravité de son cas. Du poteau d'exécution.

La police l'isole dans une cellule obscure, fermée. On lui baisse ou augmente la température, et on le laisse là des jours ou des semaines sans s'occuper de lui. Sans qu'il ne puisse voir personne ni entendre une voix. Souvent, le prisonnier ne sait pas pourquoi il est arrêté. Une parole critique, une opinion, une dénonciation, le contact avec un étranger, des relations avec

Des révolutionnaires par milliers dans les prisons

quelqu'un surveillé, l'achat de quelque chose au marché noir, un vol, une relation homosexuelle, la pratique des rites noirs, l'appartenance à certaines sectes religieuses, peuvent être aussi graves qu'un sabotage, que le fait d'appartenir à un groupe de conspirateurs, de s'être infiltré de l'étranger, d'être un oppositif.

Il n'y a pas de frontière entre une chose et une autre. Le plus irréal ou insignifiant devient grave. Le prisonnier vit dans un monde kafkaïen.

Après plusieurs mois passés dans les locaux de la Sécurité, parfois interrogé, d'autres abandonné pendant des semaines, parfois interrogé, d'autres aban-

donné pendant des semaines, parfois menacé, d'autres bien traité, avec une lueur d'espoir, puis mal traité, le prisonnier comprend que quoi qu'il dise, qu'il ait fait ou non, c'est la même chose.

Et c'est ainsi qu'il confesse ce que l'officier lui suggère, car c'est la seule manière de sortir de là. Ensuite, devant un tribunal de la même police, sans avocats, sans lois ni preuves, il est condamné. Dix années est une condamnation minimum.

Le condamné est transféré dans l'une des différentes prisons de l'île. Il y trouve un régime extrêmement dur. Il est humilié. Privé de sa misérable ration pour la moindre plainte ou

pétition. Il ne reçoit pas de courrier. Il ne peut lire que les journaux ou discours officiels. Il reçoit peu de visites. Sa famille et ses amis deviennent des pestiférés.

Et si dans les locaux de la police il n'a subi aucune violence physique, dans les prisons, la violence et les mauvais traitements sont naturels. Les coups, les coups de crosses, les châtiements, les agressions, les humiliations dégradent sa condition physique et sa dignité humaine.

Un régime de prisons anti-humain et anti-socialiste avec des pratiques apprises des Soviétiques et d'autres héritées de la vieille tradition du militarisme policier latino-américain.

PEKIN 52 INFORMATION

● A la fin de 1958 était fondée la région autonome houei du Ninghsia, une des cinq régions autonomes qui sont l'équivalent des provinces. A l'occasion du 20^e anniversaire, *Pékin Information* publie un long reportage sur les réalisations économiques et le respect des mœurs et coutumes des minorités nationales.

Respecter les mœurs et les coutumes des nationalités minoritaires est une des règles de la politique chinoise d'égalité nationale.

A Yintchouan, chef-lieu de la région autonome, il y a un abattoir où travaillent plus de 200 ouvriers et où l'on abat chaque jour jusqu'à 4 000 têtes de bétail. Dans la partie où l'on abat les moutons, plus de 90 % des ouvriers sont musulmans. Selon

leurs coutumes, ces moutons doivent être abattus par des Ahongs (dignitaires religieux) et traités avec des équipements spéciaux.

Dans la région montagneuse de Lieoupan, dans le sud du Ninghsia, se trouve le district de Kouyuan où 43 % des habitants sont musulmans. Là, j'ai visité un magasin où l'on vend des objets spéciaux pour les musulmans : des articles d'usage courant et des tissus, des nécessaires de toilette et des savonnettes de fabrication spéciale, des boucles d'oreilles et des crochets à cheveux en argent. Une jeune vendeuse nous a dit que ces marchandises étaient produites en grande partie à Changhaï, à Hangtchéou, à Sian et à Yintchouan et qu'elles étaient très appréciées par clientèle musulmane.

Respecter les mœurs et les coutumes des minorités nationales

Il y a aussi dans ce district un magasin de denrées alimentaires, et sept restaurants et snack-bars pour musulmans ; un abattoir, où on abat des boeufs et des moutons, et plusieurs boucheries.

Un responsable du département du plan de la région autonome nous a déclaré : « Les secteurs industriels et commerciaux organisent activement la production et la fourniture des objets spéciaux pour les musulmans. A présent, dans toute la région on produit chaque année 600 000 toques blanches, et l'Etat affecte spécialement 10 à 15 kilogrammes d'argent par an à la production des parures. »

Dans une commune populaire où vivent de nombreux musulmans, sur la plaine irriguée par le fleuve Jaune, nous avons été

invités par Ma Tsiuan-liang, le projectionniste de la commune.

Ma, âgé de 31 ans, a une famille de neuf personnes — son père, sa mère, ses deux frères cadets, sa femme, ses trois enfants et lui-même. Devant sa maison, il y a une cour avec un puits. A l'intérieur, sur le kang rectangulaire (lit traditionnel en briques qui est chauffé en hiver), sont rangées les couvertures rouges et coton très populaires chez les musulmans. Dans un coin, un récipient percé de trous, faisant office de douche, est suspendu au plafond, au-dessus d'un système d'évacuation de l'eau. Notre hôte nous a dit : « La plupart des Houei de ma commune habitent dans des maisons neuves, similaires à la mienne. Elles sont arrangées selon nos habitudes d'hygiène. (...) »

Sa mère, qui a 54 ans, est une musulmane dévote. « La commune populaire et la brigade de production ne se mêlent jamais de ma vie religieuse », nous a-t-elle dit.

Ma Tsiuan-liang va souvent chez les Han lorsqu'il projette des films dans la commune populaire. Il nous a dit : « Les Han respectent les mœurs et les coutumes des Houei. Chaque fois, ils m'offrent du thé dans une tasse lavée à l'eau chaude. Certaines familles han préparent spécialement le service à thé pour leurs hôtes houei. Quand les Houei vont aider les Han pour un mariage ou un enterrement, les hôtes leur servent des repas cuisinés par des Houei et avec des ustensiles empruntés chez les Houei. »

TEMOIGNAGE CHRÉTIEN

● Entre Albi et Montpellier, il est question de construire une voie rapide à grande circulation à la place d'une route où il ne circule presque plus personne. Coût de l'opération : 40 milliards. C'est ce que révèle dans *Témoignage Chrétien* Michel Hères.

Il se trouve qu'en dépit des vendanges, la municipalité d'une toute petite commune — Saint-Jean-de-Crieulon — a trouvé le temps d'examiner le contenu d'une volumineuse enveloppe reçue le 5 octobre : elle découvrirait ainsi, pour la première fois, le plan d'une nouvelle route en même temps qu'un arrêté du Préfet dont l'exposé des motifs assurait que les élus locaux con-

sultés avaient donné leur accord ! La réaction de la commune fut immédiate : avec cinq autres villages concernés et alertés par ses soins, elle passa à l'action.

Dans une sixième commune — Saint-Christol — le maire, qui est de surcroît conseiller général, recut début novembre, quelques jours avant l'ouverture de la session de l'Assemblée départementale, le volumineux « Rapport du préfet ». Qu'il trouvât le temps de s'y plonger sans délai tient du miracle, mais c'est ainsi qu'il apprit (à une certaine page 214) que les maires et conseillers généraux... étaient d'accord, ce qui signifiait, pour sa localité, qu'un échangeur y serait construit en plein centre. Un document de quelque trois cents pages à absorber en quelques

Quarante milliards pour rien ?

jours, est-ce cela la participation ?

Mais l'action, conjointe, de ces six communes ne se limita pas à des recours gracieux ou contentieux à l'égard de l'arrêté préfectoral ou à la mise en circulation de pétitions. Elle entendait démontrer l'absurdité du projet : d'Alès à Montpellier en effet, il existe déjà — sans parler de l'existence d'un deuxième itinéraire — une route nationale (la 110) où, chiffres officiels en mains, la circulation varie de 2 800 à 4 600 véhicules par jour : insignifiant.

L'action consista aussi à rassembler le maximum de renseignements. Ainsi, au lieu d'un projet qui pouvait sembler très modeste (aménagement d'une route limitée à 90 km/h), il

apparut que les intentions finales étaient d'aboutir à une route à quatre voies qui reviendrait à quelque quarante ou cinquante milliards de centimes : dix fois plus que l'estimation présentée au Conseil général.

C'est alors que le maire de Saint-Jean-de-Crieulon posa le problème dans une toute autre dimension ; car, au même moment, faisant l'effet d'une bombe dans ce pays de monoculture, étaient publiées des mesures gouvernementales encourageant l'arrachage définitif de la vigne. Préparation de l'ouverture du marché commun à l'Espagne, au Portugal et à la Grèce ? Peu importe, mais que fera-t-on après, dans ce département, « Quel avenir pour nos enfants », interrogeait-il.

La réponse n'est certainement pas une route inutile et dispendieuse, mais si la capacité des Gardois semble pouvoir être de quarante milliards de centimes pour un tel projet, ne serait-ce pas dilapider les fonds publics que de les utiliser à autre chose qu'à la promotion urgente d'activités économiques nouvelles, industrie, artisanat, reconversion agricole, alors que le développement du tourisme, invoqué pour ce projet, n'est jamais qu'une activité d'appoint.

Tel est l'intérêt de la démarche de ces six communes : mettre en lumière les urgences qui répondent aux besoins des hommes, au lieu de projets mégalomanes dont on est d'ailleurs incapable de savoir qui les a lancés.

Cycles Peugeot (Sochaux) : licenciement d'un délégué du C.E.

C.A.T. de Besançon

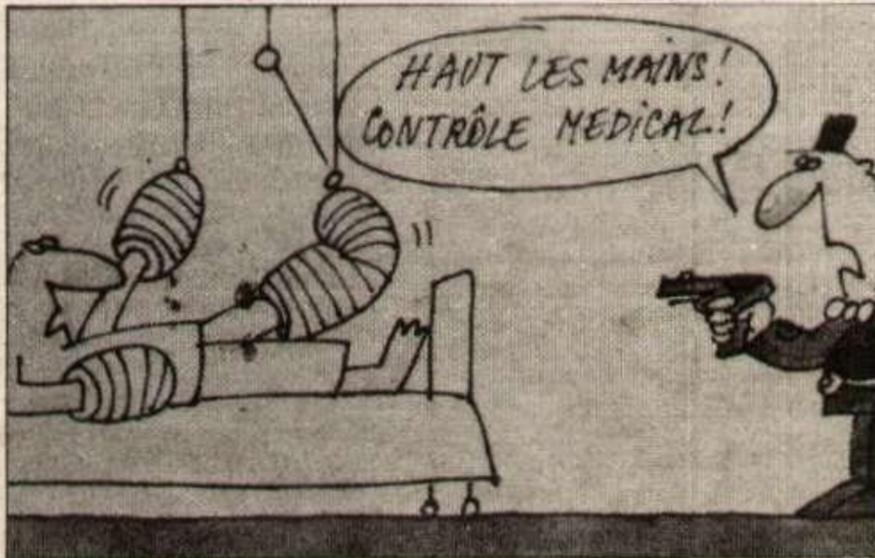
IL AVAIT REFUSE LE CONTROLE MEDICAL PATRONAL

● Ces dernières années, Peugeot a eu de plus en plus recours aux contrôles médicaux. Après la signature d'accords de mensualisation, qui garantissent en principe l'intégralité de la paie en cas de maladie, il a souscrit auprès des AGF (Assurances générales de France) une police «d'assurance incapacité de travail» qui stipule que les AGF remboursent à Peugeot le paiement des indemnités complémentaires, et se chargent du contrôle médi-

cal ! Les AGF ont donc créé à cet effet le «Groupe d'action médicale collective» regroupant une cinquantaine de médecins. Des contrôles de plus en plus systématiques sont effectués, parfois le jour même de l'arrêt, et de multiples fois pendant le congé. Ainsi, un travailleur immigré a reçu 4 visites en 13 jours ! Au début, Peugeot supprimait les indemnités complémentaires. Aujourd'hui, il tente d'aller plus loin.

Alors qu'il était en maladie, la direction des cycles envoie un médecin privé pour contrôler Jacques Saillel délégué CGT et membre connu du PCF. Celui-ci refuse de le recevoir. Peugeot envoie un huissier à son domicile et engage une procédure de licenciements pour fraude. Or, jusqu'à présent, dans ces cas, Peugeot ne supprimait que les compléments.

La répression est maintenant commencée contre tous les travailleurs malades fatigués par les cadences, les mauvaises conditions de travail. Peugeot envoie ses médecins marrons chez les travailleurs à un délégué du CE aujourd'hui à tous les travailleurs demain.



Paru dans Syndicalisme Hebdo.

De plus, on ne peut que regretter que ces actes scélérats soient couverts par les accords de mensualisation signés en 1970 par la CGT et CFDT qui mentionnent «avec contre-expertise s'il y a lieu».

Le CE s'est prononcé contre le licenciement avec une large majorité. L'inspecteur du travail se tait pour l'instant.

La CGT et le PCF font une campagne jarmoyante sur la personne du délégué alors que celui-ci n'a rien d'exemplaire, ce qui n'encourage pas la riposte sur le problème principal du contrôle médical patronal.

A part les déclarations ronflantes, il n'y a eu aucune proposition précise pour riposter de la part de la CGT, ni du PC. Seules les délégations spontanées se sont faites dans quelques ateliers, mais celles-ci n'ont pas été popularisées et connues sur l'ensemble de l'usine.

L'affaire est grave, car elle crée un précédent. Il est urgent de se mobiliser, et de faire que nos sections syndicales ripostent efficacement.

Correspondance HR - QdP

● Condamnation d'un agent-recruteur de Peugeot

En septembre, s'installait à Creil, dans un café, une curieuse agence d'intérim, la NOTA, bien connue pour ses liens avec Peugeot, pour qui elle recrute les gros bras des milices patronales. Cette agence recrutait d'urgence 500 O.S.. L'affaire fut rondement menée.

Malgré les conditions de cette embauche, puisqu'il fallait partir sans aucune garantie de contrat, pour une période d'essai, 500 familles dans la détresse la plus totale, partiront pour Sochaux.

Michel Delfau, PDG d'une entreprise temporaire (GITT) et à l'époque responsable de la NOTA, vient d'être condamné à 3 000 francs d'amende par le tribunal correctionnel de Senlis pour avoir ouvert cette succursale.

Câbles de Lyon (Lyon)

PREMIERES RIPOSTES AUX LICENCIEMENTS

Depuis septembre 78, la direction des «Câbles de Lyon» (usine de Lyon) laissait planer des doutes sur le maintien de l'emploi. De fait, après les mesures de retour aux 40 heures en 78, les 150 départs en pré-retraite en 77 et 78, le blocage de l'embauche depuis mai 78, le «licenciement» des intérimaires... on était sûr de ce qui nous attendait.

Au CE de fin décembre, la direction annonce une réunion extraordinaire du CE le 10 janvier. Le 5 janvier, le couperet tombe : 73 licenciements dans l'atelier C.T. ; la semaine est payée 40 heures, ce

qui entraîne une perte de salaire de 200 à 300 francs.

Au CE du 10 janvier, le patron dévoile en partie son «plan social» : c'est du vent, comme l'avait déjà indiqué la propagande syndicale avant ce jour : 12 travailleurs pourraient être reclassés, 15 pré-retraites obligatoires et l'incitation aux travailleurs immigrés de rentrer chez eux avec le million de Stolérus.

Pendant la réunion du CE, un débrayage de 4 heures rassemble les travailleurs devant les vitres du CE avec des pancartes contre les licenciements. Puis environ 200 travailleurs se réunissent en As-

semblée générale. Un point précis est fait au niveau des licenciements et des réductions d'horaires. Puis plusieurs propositions d'action sont discutées : occupation, AG en début de postes pour le lendemain jeudi, une heure de débrayage pour le vendredi... L'AG devient alors houleuse et des «frictions» entre des militants d'extrême-gauche et direction CGT provoquent de nombreuses discussions sur la mainmise PC-PS dans la CGT... Au bout d'une heure, après un vote sur les propositions d'action où une heure de débrayage vendredi (proposition CGT)

a été adoptée, loin de l'unanimité, une cinquantaine de travailleurs et de militants restent en AG. Là un débat beaucoup plus constructif a pu avoir lieu, remettant en cause les tactiques habituelles de la CGT, pour démobiliser, et essayant de poser plus justement le problème de la poursuite de la lutte, et la nécessité de rallier l'ensemble des travailleurs. Ainsi que la nécessaire popularisation sur les autres boîtes en butte aux licenciements et l'information dans le quartier...

Correspondant
Câbles de Lyon
à Lyon

Bientôt deux ans de lutte

Les handicapés du Centre d'Aide par le Travail de Besançon se battent pour les droits de l'homme. Faut-il que des militants syndicaux, des travailleurs se trouvent uniquement à l'étranger pour qu'on veuille en faire cas. Bien sûr, ils ne critiquent pas, ils ne sous-estiment pas la portée des actions de mouvements et actions qui agissent dans ce sens, elle est louable ! Mais restons en France où les façades de nos édifices publics affichent Egalité, Liberté, Fraternité, alors que sur le terrain on remplacerait plutôt ces mots, ces vœux pieux par MENSONGE, HYPOCRISIE, EXPLOITATION, REPRESSION.

Oui, des travailleurs handicapés se battent en France pour leur dignité, pour la satisfaction de droits légitimes et minimum : le droit syndical et le minimum du SMIC.

Dans la période du début des années 60 prenait corps l'idée du travail protégé pour la masse toujours croissante des infirmes. Le remède inventé à ce phénomène de société que sont les accidents du travail et les maladies professionnelles, c'est la rélegation dans des ghettos nommés Centres d'Aide par le Travail ou Ateliers Protégés où ils seront surexploités, victimes de leur handicap et en plus sous-payés, traités comme des enfants.

A Besançon, un établissement de ce genre s'est ouvert en 1968. Sept ans après, l'action syndicale permettait aux handicapés de conquérir le droit syndical et le SMIC,

ce qui est pratiquement inconnu en France.

C'est compter sans une législation paternaliste et soucieuse de conserver les intérêts de la bourgeoisie. En effet la loi du 30 juin 1975, loi d'orientation dite «en faveur» des handicapés vient couper court à toutes les espérances de libération.

Le coup de frein à l'expérience du CAT de Besançon c'est la fermeture du 24 février 1977 : 270 licenciements : 180 handicapés et 90 moniteurs d'une entreprise qui avait comme chiffre d'affaires plus d'un milliard d'AF dans les dernières années et qui avait plus d'un an d'avances de commandes. Mais la loi est là, enfermant les handicapés dans des carcans : salaires extrêmement diminués, très peu de repris dans le cas d'une réouverture. Le plan de relance satisfaisant sur certains points, mis sur pieds à l'initiative de la municipalité, a été complètement défiguré et amoindri par les diktats des pouvoirs publics.

Non, cela ne peut pas être accepté, cela est odieux ! Même si dans la forme à l'intérieur de notre pays les droits de l'homme ne sont pas aussi bafoués qu'au Chili, en Ouganda ou en Tchécoslovaquie, le jeu est beaucoup plus subtil et cache trop les tares d'un système et la devanure de compassion envers les handicapés n'est que trop trompeuse !

Communiqué
de la section CFDT
et de l'UL - CFDT
3 rue CHAMPROND
25 000 Besançon

téléphonez
au
quotidien
636 73 76



A nos lecteurs,

Un certain nombre de nos lecteurs et correspondants nous ont fait savoir qu'ils souhaitaient pouvoir disposer pour la fin de la semaine d'un nombre supérieur de Quotidien du Peuple. C'est le cas aussi pour d'autres numéros dans la semaine, liés directement à la situation dans leur localité.

Pour cela ils doivent nécessairement nous prévenir au moins 48 heures à l'avance compte-tenu des modifications que cela entraîne dans la distribution par les NMPP. Concrètement pour le journal de fin de semaine, il faut nous passer les commandes mercredi 12 heures, dernier délai.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

POLITIQUE

Controverse Etat-UDF contre Paris-RPR

IMPÔTS LOCAUX A PARIS : + 20 %

Le Conseil de Paris discute, ce lundi 15 janvier, de la participation de la Ville au budget départemental. Un épisode parmi d'autres de la bataille que se livrent Chirac et l'Élysée sur le budget de la capitale.

Rappelons que l'affaire a commencé immédiatement après les élections. Dans la période pré-électorale, il était exclu pour Giscard de provoquer une crise au sein de la majorité.

UNE PREMIERE ETAPE

Cet accroissement des charges de Paris n'était qu'une première

étape dans l'alourdissement de la note. Le Conseil de Paris doit se réunir ce lundi pour étudier le problème de la subvention de la ville aux dépenses départementales.

Il convient toutefois de noter que l'Etat avait accepté, en octobre, d'abaisser ses premières exigences.

bref... En bref... En bref...

SIMPLIFICATION ADMINISTRATIVE

ROCARD - AGNELLI

On sait que M. Barre veut rendre l'administration plus proche des administrés, en simplifiant le langage administratif. Le Canard enchaîné donne un exemple assez vertigineux de cette simplification.

Invité à Besançon à un colloque sur l'Europe, dans le cadre des élections de juin auxquelles il sera candidat, Giovanni Agnelli, le patron de Fiat, a accepté le principe d'un face à face avec Michel Rocard.

Téléphonez au Quotidien du Peuple 636 - 73 - 76

0,10 A + 0,25 B + 0,25 C / A o B o C o + 0,25 D / Do

Il faut y ajouter les taxes ; prévisions également que ces prix peuvent être révisés tous les ans par une formule de révision tout aussi simple.

Demande de contact avec le PCR ml

Nom, prénom Profession Adresse

Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225 75 924 Paris Cedex 19

CONTRAIRES AU SEIN DU PEUPLE

CONTRAIRES AU SEIN DU PEUPLE va constituer à partir de ce numéro une nouvelle rubrique de notre quotidien.

CONTRAIRES AU SEIN DU PEUPLE veut s'efforcer de présenter chaque fin de semaine sur un sujet déterminé au débat plusieurs points de vue différents, au sein du peuple, qui sont en présence.

Cette rubrique CONTRAIRES AU SEIN DU PEUPLE porte sur l'opportunité de participer aujourd'hui aux journées d'action appelées, en particulier, par la direction confédérale CGT.

Pas de règle générale

Tous les moyens d'action sont bons à utiliser. De la simple pétition jusqu'à la grève illimitée. Le seul problème, pour les militants, c'est de savoir faire coïncider le type d'action avec le niveau de combativité ouvrière à un moment donné.

Pour les journées de 24 heures, comme pour toute autre action, la question ne se pose donc pas en termes de choix définitif : on y participe toujours ou on n'y participe jamais.

Dans quelles conditions le problème de la participation à ces journées se pose-t-il ? C'est un problème complexe qui ne peut être examiné que cas par cas.

D'abord en gardant clairement en tête deux points : - d'une manière générale, c'est le type d'action que décident les états-majors pour répondre à leurs motivations politiques du moment.

Non, on ne peut réduire la question au seul niveau des problèmes que les militants ont à résoudre dans leurs sections et dans leurs structures.

Du point de vue purement revendicatif, ces journées sont d'une totale inefficacité, ce point n'est plus à démontrer. Alors ? mettre en

1976, malgré la volonté affirmée de nombreux travailleurs de ne pas en rester là a été, elle aussi, sans lendemain.

On entend parfois dire : c'est cela ou rien. Si l'on ne participe pas à ces journées, il n'y a rien d'autre. Curieuse conception de l'action militante, qui étudie les problèmes posés par l'action acharnée tous les jours, sur le terrain, contre les patrons et malheureusement aujourd'hui, contre ceux qui, à l'intérieur de nos syndicats, dépeignent toute leur énergie pour empêcher les luttes.

Il est apparu, ces temps derniers, l'idée selon laquelle des journées de ce type pourraient d'une part œuvrer à l'unité et d'autre part contraindre les partisans du recentrage dans la CFDT à l'action. C'est possible, mais quelle action ? Quelle unité ?

Pour conclure, on ne peut établir de règle définitive, bien sûr. Par exemple, il aurait été parfaitement faux de ne pas participer au 7 octobre 1976, alors que tout indiquait que la colère des travailleurs s'y exprimerait massivement.

M.L.B syndicaliste de Caen

difficulté ceux qui se servent de ces journées pour leurs intérêts propres, qui utilisent la colère des travailleurs à leur profit ? D'accord, mais dans ce cas, en en prenant les moyens, en rassemblant tous ceux qui veulent lutter, en dénonçant la politique de manipulation des états-majors syndicaux...

LES CARACTÉRISTIQUES DE LA GREVE DE 24 HEURES

Les travailleurs ont besoin, face à la coordination patronale, de lutter ensemble. Parce que le rapport de force sur chaque entreprise n'est pas évident à réaliser dans tous les cas ; parce qu'il faut lutter contre les divisions des branches, du chômage, du public et du privé etc...

Une autre caractéristique de la journée de 24 heures, c'est qu'on ne s'adresse plus seulement à son propre patron, comme dans une grève de boîte, mais di-

FAUT-IL OU NON PARTICIPER AUX JOURNEES D'ACTION ?

Ni 24 heures sans lendemain, ni isolement à la base !

Grève de 24 heures ou pas, cette question qui se pose avec acuité chez les travailleurs et les syndicalistes depuis maintenant quelques années suscite encore un débat, notamment depuis l'échec de la gauche en mars 78 ; et ce n'est pas un hasard.

rectement au patronat et au gouvernement. De ce fait les revendications sont plus globales et la possibilité de « politisation » plus grande.

La vérité n'est pas facile à saisir, essayons d'abord de voir.

un 15 qui s'ajoutera à la longue liste de la petite histoire syndicale. Ce sont quelques caractéristiques de ces journées, et qui permettent d'être utilisées d'une certaine façon :

Avant les élections de mars 78, moment capital pour eux, le PC et le PS ont enfoncé dans les syndicats le cheval des 24 heures. Tous deux d'accord pour en faire des journées qui manifestent la volonté de « changement poli-

tique » puisque l'interlocuteur est le gouvernement qu'ils prétendaient remplacer. Mais, en même temps, des journées qui ne puissent pas déboucher sur un mouvement de lutte généralisé contre le plan Barre, car cela aurait compromis les élections (ces politiciens gardant en mémoire le souvenir cuisant des élections qui avaient suivi le mouvement de mai 68).

Devant des mots d'ordre de 24 heures de ce type, travailleurs et syndicalistes étaient souvent pris dans la contradiction : ou ne rien faire, ou se battre avec les autres, mais pour des prunes.

Aujourd'hui les élections ne sont pas à l'ordre du jour et les syndicats cherchent à refaire le terrain que leur

tactique a fait perdre. On voit alors ceux qui les ont longtemps qualifiés de gauchiste ou basiste reprendre les arguments contre les journées d'action de 24 heures, mais pour repousser cette fois tout mouvement d'ensemble.

En réalité, l'opposition n'est pas entre 24 heures ou pas. S'il faut rompre à tout prix avec le type de grèves que nous avons subies ces dernières années, cela ne saurait être pour se retrouver chacun isolé à la base, on butte aux mêmes problèmes ; cela ne saurait être aussi pour renforcer la division syndicale entre les tenants et les détracteurs des 24 heures comme le 21 décembre sur la Sécurité sociale. Ni 24 heures sans lendemain, ni lutte à la base sans coordination.

Il faut se battre pour des actions d'ensemble dont les objectifs permettent de lutter contre les divisions entraînées par la crise et le chômage, dont les objectifs soient précis, et que les travailleurs sachent comment ils avancent. Il faut que ce type d'action se poursuive, pas forcément de 24 heures en 24 heures, mais jusqu'à ce que sa satisfaction soit obtenue. C'est un processus d'action qu'il faut mettre en place de façon unitaire, et pour obtenir des résultats.

D. N. Syndicaliste du Rhône



Unité d'action, une priorité aujourd'hui

Faut-il ou non participer aux journées d'action de 24 heures ?

Depuis le temps que les directions syndicales nous promettent de la Nation à République en passant par Bastille, pour rien, pour reprendre le lendemain après avoir laissé au patron une journée de salaire, la réponse semblait claire. Du moins pour de nombreux militants de la CFDT.

Combien de fois avons-nous dénoncé ces journées d'action de 24 heures qui démobilisent les travailleurs et usent les mots d'ordre de grève, qui désamorcent les mouvements de lutte au lieu de les impulser ?

M.L.B syndicaliste de Caen

vons été nombreux à dire et répéter que Maire et Séguy se servaient de nous lors de ces journées pour mettre le poids des syndicats au service des partis de gauche.

Qui, mais aujourd'hui, la situation n'est plus la même. Sans doute, si la direction CGT lance ses troupes dans la bataille aujourd'hui, sans trop savoir où elle va, c'est principalement une fuite en avant, c'est un moyen d'esquiver les questions de fond qui se posent dans ses rangs sur la stratégie syndicale suivie avant mars 78.

Mais la question n'est pas là ! La CGT veut l'action ! Nous aussi. Les travailleurs, dans leur immense majorité, veulent l'unité d'action entre les 2 grandes centrales ! Nous aussi. Les préoccupations de boutiques ne pèsent pas lourd face à ces exigences. Nous les avons vues à l'œuvre dans le con-

grès URP qui s'est tenu, début décembre, mais nous avons vu également la très grande volonté d'unité d'action qui venait de très nombreux syndicats.

Aussi, cette unité d'action doit se faire aujourd'hui, y compris à l'occasion de ces journées de 24 heures. C'est pourquoi nous étions un certain nombre de syndicalistes CFDT à débrayer et à défilier aux côtés de nos camarades de la CGT.

Cela pour au moins deux raisons :

- La première, c'est qu'il faut faire avancer l'action. A tout prix. Et que, dans la période, toutes les occasions sont bonnes à prendre. Pouvait-on laisser passer les atteintes très graves contre la Sécurité sociale, pouvions-nous laisser attaquer nos acquis sans riposter immédiatement ? La CGT a été la seule à proposer une riposte globale de tous les travailleurs, secteur privé et fonction publique réunis. Nous y avons participé. Nous savons bien qu'une grève de

24 heures ne suffit pas, mais tout ce qui va dans le sens d'une contre-attaque contre les coups de Giscard-Barre, est bon à prendre aujourd'hui. C'est le seul moyen de faire redémarrer l'action. A condition, bien sûr, que l'unité se fasse dans les entreprises et dans les sections. Dans notre secteur, si nous avons appelé à la grève le 21 décembre (CGT et CFDT), c'est parce que cette grève a été décidée en AG et de façon majoritaire.

- La deuxième raison qui nous a déterminés à réagir, est une raison interne à notre confédération. Au nom d'un réalisme syndical aux accents rocardiens, Maire et la direction confédérale bloquent toute action globalisante et veulent nous enfermer dans une négociation branche par branche, atelier par atelier...

M. D. et F. J. Syndicalistes CFDT de la région parisienne



Réunion des ministres de l'Agriculture de la CEE

L'EUROPE MONÉTAIRE FRANCHIRA-T-ELLE L'OBSTACLE AGRICOLE ?

Par François NOLET

Quelques grandes dates de l'Europe verte

Dix années de mise en route

Mars 1957 : Traité instituant la Communauté économique européenne. Il prévoit notamment que le Marché commun s'étend à l'agriculture.

1958 : Entrée en vigueur du traité au 1^{er} janvier. En juillet, la conférence de Stresa réunit, sous l'autorité de la Commission, les représentants des gouvernements et des organisations agricoles des Six.

De 1963 à 1969 : Période dite «de transition». Le FEOGA, instrument de régulation des prix, est mis en place. Progressivement, une organisation commune des marchés est mise en place à l'échelle européenne par catégories de produits (céréales, porcs, œufs, riz, viande bovine, etc...).

1968 : Libre circulation de tous les produits industriels agricoles à l'intérieur de la Communauté, le premier juillet.

La Commission européenne publie un plan agricole à long terme, le plan Mansholt, qui prévoit notamment une extraordinaire accélération de l'exode rural en France.

La tempête monétaire s'abat sur l'Europe verte

1969 : Décision de passer à la période de l'achèvement de la politique agricole commune.

En août, le franc français est dévalué de 11,1 %. En octobre, le mark est réévalué de 9,25 %. En décembre, le sommet de la Haye prend trois décisions : la constitution de ressources propres à la CEE, la création de l'Union économique et monétaire, et l'ouverture de négociations sur l'élargissement de la Communauté.

1970 : Marché unique du vin.

1971 : L'Allemagne et les Pays-Bas décident de laisser flotter leur monnaie. Le système monétaire agricole est mis en place (les «monnaies vertes» et les montants compensatoires).

Août : Le dollar n'est plus convertible ; les monnaies européennes se mettent donc à flotter. Le système monétaire agricole est étendu à tous les États.

1972 : Traité d'adhésion du Royaume-Uni, du Danemark, de l'Irlande et de la Norvège. Cette dernière, par un référendum, refusera d'entrer dans la CEE.

Création du «Serpent monétaire». Le système monétaire agricole y est rattaché.

1973 : Au 1^{er} février, la politique agricole commune s'applique aux trois nouveaux membres. L'Italie sort du serpent. En juin, le mark est réévalué de 5,5 % en septembre, le florin est réévalué de 5 %.

1974 : En janvier, la France quitte le serpent. Manifestations paysannes : le conseil décide des hausses de 5 % des prix pour la campagne 1974/1975.

1975 : Adhésion définitive de la Grande-Bretagne. Juillet : le franc français rejoint le serpent. «Guerre du vin» entre la France et l'Italie.

1976 : Mars : Le franc quitte de nouveau le serpent. Octobre : le mark est réévalué de 2 %. La couronne danoise est dévaluée de 4 %.

1977 : La couronne danoise est dévaluée de 3 % en avril et de 5 % en août. Décembre : Fin de la période de transition pour les trois nouveaux États membres.

1978 : L'année est marquée par l'accélération du processus de négociation avec la Grèce, l'Espagne et le Portugal et par les polémiques sur l'incidence de ces adhésions sur l'agriculture de l'Italie et du Sud de la France. Un accord sur le système monétaire européen est conclu dans les dernières semaines de l'année ; mais sa mise en vigueur, prévue pour le 1^{er} janvier 1979, est retardée par le différend franco-allemand sur les montants compensatoires.

Les ministres de l'Agriculture des Neuf doivent se réunir à Bruxelles sous la présidence de la France. Des questions épineuses sont à l'ordre du jour : il s'agit du différend franco-allemand sur la question des montants compensatoires monétaires ; le gouvernement français a fait savoir qu'il considérait la résolution de cette question comme un préalable pour la mise en place du système monétaire européen.

Pour éclairer cette question, nous rappelons quelques étapes des difficiles tentatives des bourgeois européennes pour mener une politique agricole commune, ainsi que des éléments pour saisir le dossier discuté actuellement à Bruxelles.

Le principe de la politique agricole commune est simple : les échanges au sein de la Communauté se font dans le cadre d'une union douanière, où les produits circulent librement et sur la base de prix minimum décidés en commun. Entre ces principes de base et son application dans la pratique, il y a une marge, et les choses sont loin d'être aussi simples, pour deux raisons :

— parce que les bourgeois des pays du Marché commun se trouvent en concurrence sur le plan économique ; chacun cherche donc à imposer ses propres intérêts lors des négociations communautaires ;
— parce que les mesures prises par la Communauté posent des problèmes internes délicats aux gouvernements de chacun des pays membres. Si, dans l'ensemble, les gouvernements entendent procéder à une concentration de l'agriculture, avec toutes les conséquences qui en résultent quant au sort des paysans petits et moyens,

Quand les monnaies ont commencé leur valse

Les problèmes monétaires de 1969 (dévaluation du franc et réévaluation du mark) ont contribué à la refonte du système d'échanges entre les pays de la CEE. A l'époque, les prix agricoles communautaires étaient fixés en unités de compte, elles-mêmes basées sur l'or.

La réévaluation du mark et la dévaluation du franc avaient pour effet, puisque les prix agricoles étaient fixés en unités de compte, de faire baisser les prix agricoles en Allemagne et de les faire monter en France, avec pour chaque cas, des conséquences difficiles à assumer pour les différents gouvernements, à savoir une baisse des revenus des agriculteurs en Allemagne et, en France, une hausse brutale des prix des produits alimentaires à la consommation.

Pour remédier à ce déséquilibre, l'Allemagne

il convient en même temps de ne pas aller trop vite, si certaines des bourgeoisies, au pouvoir ne peuvent pas voir se dresser contre elles de larges couches de la petite et moyenne paysannerie.

Les négociations sur la politique agricole commune sont donc toujours laborieuses, les ministres concernés étant coincés entre la défense de leurs bourgeoisies agraires respectives et les revendications des petits producteurs.

Pour caractériser grossièrement le fonctionnement du marché commun agricole, rappelons que la politique agricole commune repose sur l'unicité du marché. La régulation des marchés agricoles se fait par le biais du FEOGA (Fonds européen d'orientation et de garantie agricole).

Les recettes et dépenses relatives aux importations ou aux exportations hors de la CEE sont du ressort exclusif de cet organisme communautaire.

avait été autorisée à verser une «compensation» aux agriculteurs allemands. La France, pour sa part, se voyait ouvrir la possibilité d'«éponger» sur deux ans les effets de la dévaluation du franc. Ces mesures ont constitué l'embryon du système des montants compensatoires.

Le désordre institutionnalisé

Ce système fonctionne depuis 1975, avec des fonds communautaires, selon les modalités suivantes : les prix communs sont exprimés en unités de compte, qui ne sont pas converties au taux du marché des changes, mais sur la base de taux artificiels, dits taux verts. Ces taux ne varient pas automatiquement avec les taux des changes ; pour réajuster le décalage entre les taux verts et les taux réels, des subventions sont versées ou des contributions perçues, selon le cas, pour rétablir l'équilibre.

Précisons par un exemple.

L'Allemagne a la monnaie la plus forte de la Communauté. Au 1^{er} janvier 1978, une unité de compte valait 3,41 «marks verts». Cette valeur ne tenait pas compte de la réévaluation du mark. Sur le marché des changes, une unité de compte valait 3,16 marks. C'est là qu'inter-

vient le système des montants compensatoires : la différence entre le taux réel et le taux vert étant de 7,5 %, un produit agricole exporté d'Allemagne est subventionné de 7,5 % à sa sortie d'Allemagne. Il s'agit donc en fait, dans le cas considéré, d'une véritable prime à l'exportation, au bénéfice des pays à monnaie forte. Ceux-ci peuvent compenser, par ce système, les difficultés à exporter qui résultaient de la hausse de la valeur de leur monnaie.

Pour calculer le taux des montants compensatoires d'une monnaie, on observe, à un moment donné, le taux de cotation de cette monnaie sur différentes places, pendant une brève période (par exemple une semaine). Le montant compensatoire peut donc varier en principe chaque semaine. En fait, on ne modifie pas le taux si l'écart d'une semaine sur l'autre est inférieur à 1 %.

France - Allemagne : Le clash de décembre

Dans la dernière période, l'application des montants compensatoires a provoqué en France des manifestations de producteurs de porcs, mécontents de la rude concurrence qui leur est faite par les importations de porcs d'Allemagne et de Hollande. Ce problème est lié aux récentes négociations sur le système monétaire : l'adoption du nouveau système devait, en principe, aboutir à la suppression progressive des montants compensatoires, les monnaies vertes devant être progressivement ramenées aux taux de change réels.

En fin de compte, le gouvernement allemand,

par la bouche de son ministre de l'Agriculture, Josef Ertl, a fait savoir qu'il n'était pas question pour lui de modifier le système qui favorise la RFA.

C'est cette situation qui a retardé la mise en place du système monétaire européen, prévu initialement pour ce 1^{er} janvier. La mise en place du nouveau système est subordonnée par le gouvernement français à un accord sur le démantèlement, au moins progressif, du système des montants compensatoires. Il est probable qu'un compromis sera trouvé, mais sans que toutes les exigences du gouvernement français soient satisfaites.

Les principes de base du Marché commun agricole

● **L'unité du marché.** Le marché commun agricole fonctionne comme un marché intérieur unique. Ce qui veut dire notamment que lorsqu'un prix est fixé, il est le même pour l'ensemble des pays de la Communauté. Les montants des droits de douane ou des aides à l'exportation (hors de la CEE) sont les mêmes pour tous les pays. C'est la commission de Bruxelles qui gère ce marché.

● **La préférence communautaire.** Il s'agit de la protection de la CEE par rapport aux marchés extérieurs. Celle-ci

est assurée par des prélèvements (taxe à l'importation) ou des droits de douane appliqués aux produits importés par la Communauté.

● **La responsabilité financière commune.** Les dépenses et les recettes résultant de l'application du système de fonctionnement du marché commun agricole sont du ressort d'un organisme communautaire, le FEOGA (Fonds d'orientation et de garantie agricole) qui assure la perception des recettes (taxes et droits de douane) et la distribution aux États membres des «restitutions» (aides à l'exportation).

Foyer de l'Yser (Saint Denis)

LES PROMESSES
NE FONT PAS VIVRE

● Depuis 1973, les travailleurs immigrés du foyer de l'Yser à Saint-Denis sont abreuvés de promesses de la municipalité de la dite ville (PCF), pour un relogement décent. Alors que valent ces promesses qui s'éternisent, et qui ne servent que de support à une campagne démagogique sur le «parti des pauvres»? Démagogique parce que la municipalité trouve toujours le moyen d'accuser le gouvernement et les mesures racistes de Stoléro d'être les responsables de la situation faite aux travailleurs immigrés, et promet la lune à grand renfort de bulletins municipaux, et dans les faits est incapable de prendre une quelconque mesure qui soit suivie d'effet en vue d'améliorer les conditions de logement de nombreux immigrés de la commune. Le foyer de l'Yser en est un exemple frappant. Ce qui est dramatique est que les travailleurs qui y logent y perdent la vie à petit feu...

En 1956, les militaires cèdent, leurs installations de la rue de l'Yser à la préfecture de la Seine. A l'époque, ce qui devient le «foyer de travailleurs migrants de l'Yser» est sur le territoire de la commune d'Epinaux-sur-Seine. Lorsque la préfecture, en 1972, cède le foyer, l'Office départemental des HLM de la Seine-Saint-Denis, les résidents du foyer assisteront alors à une partie de ping-pong entre la municipalité d'Epinaux (PS) et la municipalité de Saint-Denis (PCF). S'agit-il d'améliorer les conditions de logement des travailleurs présents? Pas du tout, chacun se bat pour que l'autre hérite de cet épineux problème, le foyer. Chacun des partis concernés, se prétendant pourtant le défenseur des droits des immigrés. Finalement Saint-Denis baisse les bras et reçoit le foyer de l'Yser. Les promesses commencent alors.

La municipalité est depuis longtemps au courant des conditions déplorables qui y sont faites aux travailleurs. La municipalité, l'ODHLM, le Conseil général sont entre les mains de membres du même parti, le PCF.

En 73, la municipalité de Saint Denis fait déjà aux résidents des promesses de relogement... à Gennevilliers. A l'époque la municipalité venait d'achever la résorption de bidonvilles sur sa commune (3 000 logements neufs), elle avait tout simplement oublié les résidents de l'Yser...

DES MEMBRES
GELES...

En 74, les résidents passent à l'offensive et lancent leur première grève des loyers. Elle reprendra en janvier 76, pour 15 jours, puis en septembre de la même année, elle dure toujours.

Les résidents ont alors affaire aux magouilles de l'UL CGT qui tente de les diviser et d'imposer ses solutions. Une réunion tripartite où les résidents sont noyés parmi les délégués de l'UL CGT et de l'OD HLM, aboutira sur des promesses de ce dernier... Et les promesses continuent, qui au nom de l'OD HLM, qui au nom de la municipalité... de préférence lorsque les résidents font parler d'eux lors de la popularisation de journées portes ouvertes...

Impossible de cuisiner
ou de manger

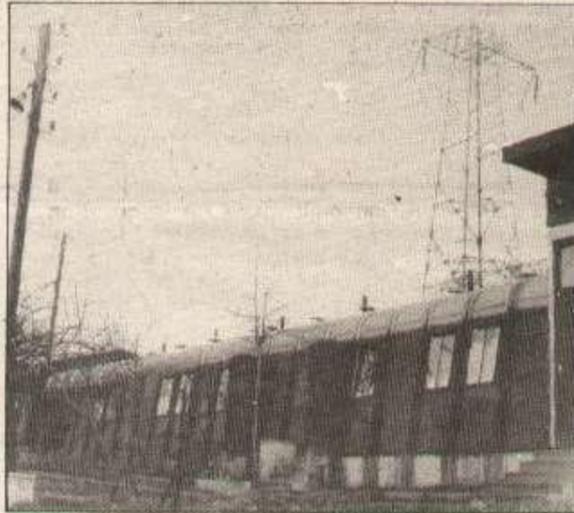
Tous les soirs, au retour du travail, on fait la queue pendant 1 heure à 1 heure 30 avant de pouvoir préparer son repas. Il n'y a que 11 réchauds pour 112 personnes dont la moitié ne marche pas. Même en admettant que tous les réchauds soient en état de marche, leur nombre est trois fois inférieur à celui fixé par les normes minimales pour les foyers d'accueil de 1971.

Il n'y a pas de place pour s'asseoir : 19 cm de longueur de table par personne assise, alors que même le règlement pour les baraques de chantier prescrivent 65 cm. Les éviers sont en nombre insuffisant (1 pour 18 p.) et sont la plupart du temps bouchés. Là aussi pas d'eau chaude.

Trop peu de place sur les déssertes de préparation, on ne compte que 0,035 m² de pailasse par personne. Aucune possibilité de faire des réserves, pas de réfrigérateur. Vu tous les insectes, et rongeurs venant de la décharge voisine, les résidents ne peuvent garder de nourriture.

Les quatre petites ventilations assurées par des trous dans la toiture sont très insuffisantes pour renouveler l'air surchauffé et humide des cuisines.

L'absence de ventilation basse est contraire aux normes GDF. L'éclairage des cuisines ; comme partout dans le foyer, laisse à désirer.



Les travailleurs quant à eux voient leurs conditions de logement se détériorer davantage. Les baraques de l'armée (bâtiments métalliques type Filliod) sont loin d'être conçues pour de longs séjours. Pas d'isolation. Pas de volets. Des vasistas au plafond. Des pièces exigües de 42 m² où s'entassent seize résidents, sur des lits métalliques superposés. Des radiateurs en nombre insuffisant et absolument inefficaces. A tel point que l'hiver dernier, un résident a eu des membres gelés pendant son sommeil ! La condensation qui tombe, goutte à goutte sur les rési-

tion des eaux usées, les conditions décrites font qu'à la suite d'une visite médicale effectuée à la demande des résidents en octobre 77, huit cas de tuberculose sont recensés parmi eux ! La visite, faite par un médecin du dispensaire de l'hygiène sociale de l'hôpital Casanova de Saint-Denis, lié à la municipalité, a été entourée de la plus grande discrétion, et il avait été exigé de la part des résidents de ne pas divulguer qu'ils avaient cette terrible maladie, les résultats avaient bien sûr été communiqués individuellement. A noter que les travailleurs doivent pas-

Impossible de s'isoler,
d'avoir une vie privée

La surpopulation des dortoirs est telle qu'il y est bien évidemment impossible de s'isoler.

Il n'existe au foyer aucun lieu pour se reposer au calme, pour se retirer, pour faire sa prière.

On ne peut écouter de la musique sans déranger quelqu'un, de la chambre ou de la chambre voisine.

Il est impossible de recevoir des amis, de lire ou d'écrire. Les dortoirs n'ont d'ailleurs ni table ni chaise. (Il serait, le cas échéant, impossible d'y entrer).

dents endormis, ou lorsqu'ils sont rassemblés dans le réfectoire. Lorsqu'il pleut dehors, le goutte à goutte devient ruisselant ! Souffle-t-il un peu de vent, qu'il s'engouffre par les multiples joints qui font défaut tant au niveau des portes — quand il est possible de les maintenir fermées — qu'au niveau des fenestrons. L'hiver un froid qui vous transite, l'été une chaleur intenable : les résidents sont contraints de camper dehors jusqu'à la fraîche... Aussi la dernière période de froid, les résidents l'ont-ils vivement ressentie... Quant aux sanitaires, en nombre insuffisants, ils sont à l'extérieur...

LA TUBERCULOSE...

La promiscuité, la proximité immédiate du centre de traitement des ordures et d'une station d'épura-

ser une visite médicale avant de pouvoir résider dans ce foyer, donc la maladie vient par la suite...

Affaiblis par les conditions de vie déplorables et la maladie qui s'empare d'eux, le manque de sommeil dû à cet entassement, sont autant de facteurs pour que les travailleurs du foyer de l'Yser soient victimes d'accidents du travail...

Exploités à l'usine et sur les chantiers, exploités aussi durement dans leur moment de repos, les résidents du foyer de l'Yser ne comptent plus depuis longtemps sur les promesses des uns ou des autres, ils prennent leurs affaires en mains, pour imposer leurs revendications, et être relogés décentement. Ils y parviendront avec le soutien de tous.

Pierre CHÂTEL

S'ILS N'ETAIENT
PAS LYCEENS,
ILS SERAIENT
DEJA CHOMEURS

«Fabrique de chômeurs». Cette inscription en grandes lettres blanches sur le lycée Le Corbusier à Aubervilliers témoigne à sa façon qu'au cours de la lutte qui s'est menée à la rentrée, la question de l'emploi a été posée. «Pas tout de suite, nous dit un gréviste, mais c'est venu logiquement dès qu'un certain nombre de lycéens ont commencé à discuter entre eux de la situation dans laquelle ils se trouvaient. Il faut bien comprendre qu'un lycéen sur deux sait qu'il n'aura pas le bac. C'est aussi pour cela qu'il y avait la révolte d'une partie des terminales. Il n'y a pas de redoublement possible, ce qui conduit ceux qui ratent le bac tout droit au bureau de chô-

mage. 30 % des lycéens sont déjà éliminés à la fin de la seconde. Il y a ainsi toute une série de goulots d'étranglement. Par exemple, il y a six sections en seconde, cinq en première, quatre en terminale. Ce qui se passe, c'est que les lycéens sont presque tous de familles populaires ; la plupart d'entre eux ont un chômeur dans la famille. Je ne dis pas que la grande masse des grévistes posait cette question du chômage, mais une bonne centaine le faisaient, ceux qui étaient les plus actifs. Même en seconde, il y en a qui disaient : «Qu'est-ce qui va nous arriver». Beaucoup avaient conscience que s'ils n'étaient pas lycéens, ils seraient déjà au chômage».

● La démocratie pas à pas

Le PCF vient de remporter une victoire dans sa lutte pour la démocratie et l'indépendance nationale. Soisson vient d'annoncer qu'il avait renoncé à utiliser Goofy, personnage de Walt Disney, comme emblème des athlètes français aux jeux olympiques. Un député PCF avait posé une question au ministre, trouvant scandaleux que l'équipe de France soit représentée par ce personnage de bandes dessinées américaines, symbolisant «la réussite par l'argent» (l'honorable parlementaire confond avec Pilsou) et surtout la bêtise.

● Mitterrand contre attaque

En réponse aux initiatives rocardiennes, 500 partisans de Mitterrand viennent de se faire connaître en publiant un texte. Parmi les signataires, figurent 50 membres du comité directeur, 50 parlementaires, 51 secrétaires fédéraux (le courant Rocard-Mauroy alignait 55 membres du comité directeur, 38 députés et 10 sénateurs, et 25 secrétaires fédéraux). On relève notamment, les noms de Mermaz, Estier, Jospin, Béréngovoy, Delors, Manceron.

Le PCF a donné son avis par la bouche de Paul Laurent, renvoyant dos à dos les protagonistes du débat. Pour le PCF, la discussion interne au PS porte uniquement sur la question de «savoir qui assumera à fond cette politique de virage à droite».

● PS européens

Lors de la première journée du Congrès des partis sociaux-démocrates de la CEE, Rocard a sévi en intervenant sur la situation économique, en particulier sur la question du chômage. L'économiste distingué a proposé des « pistes de recherche » préconisant notamment la création d'emplois dans le secteur tertiaire, la mise en place d'une politique industrielle commune européenne, un soutien aux PME et l'abaissement de la durée du travail. Officiellement, le PS est favorable à une rupture avec le capitalisme.

COMMERCE
EXTERIEUR
EXCEDENTAIRE

Le commerce extérieur de la France est, pour l'année qui vient de s'achever, en excédent de 2 milliards de francs. En 1977, il était en déficit de 13 milliards, et en 1976, de 20 milliards. Les affaires des patrons

se portent donc mieux.

AIR FRANCE :
BENEFICES

Le budget d'Air France pour l'année écoulée présente un bénéfice de 255 millions de francs. «Concorde non compris». Pour ce chapitre du budget, c'est un déficit de 91 millions qui prévaut.

NON, BARRE, LES JEUNES N'ONT PAS SIGNE TES PACTES POUR L'EMPLOI !

Par François MARCHADIER

LES CHIFFRES GOUVERNEMENTAUX DES DEUX PACTES

	Prévisions 77 - 78	Réalisations 77 - 78	Prévisions 78 - 79	Bilan le 30 nov 78
Exonération pour embauches	100 000	204 000	150 000	46 000
Exonération pour apprentis	35 000	108 000	120 000	58 000
Contrats emplois-formation	70 000	26 000	50 000	15 000
Stages pratiques	100 000	140 000	50 000	23 000
Stages de formation	100 000	70 000	60 000	38 000
Totaux	405 000	548 000	430 000	180 000

LE DEUXIEME PACTE POUR L'EMPLOI

Pour les jeunes de moins de 26 ans et les femmes ayant des enfants à charge

MESURES	CADEAU DE L'ETAT AU PATRON	OBSERVATIONS
EXONERATION DES CHARGES DE SECURITE SOCIALE	<ul style="list-style-type: none"> L'Etat prend en charge 35 % des salaires versés (charges sociales comprises) Le patron est exonéré de 50 % des cotisations : d'assurances sociales (maladie, maternité, invalidité, décès) De prestations familiales D'accidents du travail 	<p>C'est tout particulièrement pour ce type de stage qu'il est mensonger de parler de création d'emplois puisque très souvent le patron, pacte ou pas, aurait embauché.</p> <p>Seul le patron est exonéré d'une partie des charges sociales, pas le salarié.</p>
APPRENTISSAGE	mêmes dispositions	Quelle nouveauté : cela date d'il y a 30 ans !
CONTRATS EMPLOI-FORMATION	En plus des exonérations décidées ci-dessus prise en charge de 30 % du SMIC par l'Etat.	Il s'agit en fait de contrats à durée limitée (maximum un an) comprenant une part de formation remboursée forfaitairement par l'Etat. De façon peut-être moins avantageuse pour les patrons, cela existait depuis 1973.
STAGE EN ENTREPRISE	L'Etat prend intégralement en charge la somme mensuelle versée aux jeunes de 16 à 18 ans et les 90 % du SMIC pour les plus de 18 ans.	Le stagiaire n'est pas salarié de l'entreprise. Il s'agit d'une vaste entreprise d'intérim pratiquement gratuit organisé par l'Etat. Aucun contrat de travail. Niveau de rémunération dérisoire y compris pour les stagiaires ayant déjà un CAP.
STAGE DE FORMATION (SANS CONTRAT DE TRAVAIL)	80 % des stages se déroulent dans des organismes de formation publics et 20 % dans des organismes privés. Les jeunes concernés touchent 75 % du Smic.	75 % du SMIC pour des femmes ayant enfants à charge, c'est trop M. Barre ! Le ministre de l'Industrie disait en mai 77 à propos de ces stages «cette mesure s'accompagnera d'une levée des contraintes en matière de licenciement, afin de donner aux entreprises toute la souplesse nécessaire pour adapter leur attitude aux circonstances».

OPERATION PACTE 78

La machine s'enraye déjà

● Juillet 1977 : à moins d'un an des élections, le gouvernement met en place un «Pacte national pour l'Emploi». Gouvernement et patronat cachent mal qu'il s'agit de diminuer les chiffres qui les condamnent. Au cours de la campagne électorale, la droite promet que si elle est à nouveau majoritaire à l'Assemblée nationale, elle mettra en place un second Pacte du même type que le premier. C'est ce qu'elle devait faire dès le mois de juillet 1978. Le gouvernement ne manquait pas de bonnes raisons pour remettre en route ce deuxième Pacte.

En premier lieu, il s'agissait de continuer de subventionner les entreprises sous couvert de lutte contre le chômage des jeunes. En second lieu, le deuxième Pacte, comme le premier, est sans doute jugé par la

bourgeoisie comme le meilleur moyen de désamorcer la révolte de cette partie de la jeunesse populaire qu'il craint de mal contrôler. En ce sens, ces stages, dans la mesure où ils ne sont très souvent qu'un refuge provisoire, méritent pleinement leur nom de stages parkings. Enfin, faisant d'une pierre deux coups, cette formation complémentaire donnée à une partie de la jeunesse aux frais de l'Etat mais assurée par le patronat lui-même, entre parfaitement dans les projets de réforme du système scolaire. C'est ce que Chotard, du CNPF appelle «la nécessaire transition entre l'école et la vie active».

Dans une très large mesure, le second Pacte est un échec encore plus flagrant que le premier. C'est

tellement vrai que le ministère du Travail se refuse depuis la fin novembre à fournir aucune statistique sur le bilan de l'opération. La date limite d'inscription de certains stages a même été reportée tant le nombre de candidatures était faible.

Pourtant, des jeunes engagent la lutte contre le chômage et ses conséquences. C'était la lutte des stagiaires Barre s'organisant, il y a un an pour être payés et définissant une série de revendications. C'était les vacataires dans les PTT qui luttaient contre les licenciements en fin de contrats, c'est à nouveau cette année les tentatives de regroupement des stagiaires Barre. Ceux des centres Léo Lagrange de la région parisienne ont obtenu d'être payés en occupant la DDTMO*. A Nantes, un comité de stagiaires Barre a existé l'an passé et envisage aujourd'hui sa transformation en comité contre le chômage, s'adressant à tous les chômeurs quel que soit leur âge. Un des principaux leaders du comité nous disait à la fin de l'interview qu'il nous a donnée : «Surtout, il faut dire que nous avons été suivis».

DES STAGIAIRES LEO LAGRANGE

«Ca dégonfle les statistiques»

Nous les avons rencontrés alors qu'ils étaient encore en vacances de Noël. Les stagiaires en préformation dans les centres Léo Lagrange bénéficiaient en effet des congés scolaires. Ils étaient quatre, rattachés à trois centres différents de la région parisienne.

«Notre stage dure six mois. Il a débuté en octobre. Les moins de 18 ans gagnent 400 F par mois, les plus de 18 ans 1 400...

Normalement, notre stage est de pré-formation. Cela veut dire que ceux qui y participent ont été sélectionnés parce qu'ils ne savaient pas trop bien ce qu'ils voulaient faire, ou alors parce qu'il n'y avait pas de place ailleurs.»

CHOISIS POUR ETRE CONTROLABLES

L'un d'entre eux m'explique alors que, dans son

centre, le matin, ils travaillent par thèmes : «Par exemple, on discute de la question de la presse en France ; le lendemain, d'un autre sujet, etc. L'après-midi, théoriquement, on devrait travailler en entreprise afin que chacun puisse se faire la main plus précisément sur ce qui l'intéresse.»

Dans le centre de Paul, les choses sont différentes. Toute la journée, les stagiaires sont censés faire du calcul mental, de l'orthographe, de la grammaire, de l'algèbre ; «Dans mon centre, ils ont choisi, aux filles cinquièmes, des filles de 18 ans qui n'ont pas fait beaucoup d'études. L'animateur pensait qu'ainsi, il pourrait plus facilement les contrôler.» En effet, ce sont les animateurs qui choisissent eux-mêmes leurs stagiaires.

«PLUS PERSONNE NE VIENT»

Le centre dans lequel Fabienne est inscrite ne fonctionne même pas comme ça ; il ne fonctionne plus du tout ! «La plupart des stagiaires ont environ 20 ans, poursuit-elle. Au début, chaque jour, on nous faisait un exposé sur tel ou tel métier. Mais moi, je n'en ai rien à faire de ce que c'est qu'une assistante sociale ! On voulait même nous faire faire un stage d'expression corporelle pendant huit jours. Au début, l'animateur nous a dit : On travaille, de 8 à 12 et de 14 à 18. Si vous êtes absents, on fera des retenues sur salaire ; il y avait une feuille de présence. Au bout de deux mois, il n'y a plus rien. Plus personne ne vient.» Paul reprend : «Pour les jeunes, au début, c'est une sorte de FPA. Ils s'imaginent que dans ces stages, ils vont apprendre un métier. Rapidement, ils se rendent compte que c'est bidon. Il faut bien voir que la fonction de ces stages, c'est de faire du gardiennage. Le gouvernement se dit : «Pendant qu'ils sont là, ils ne sont pas ailleurs en train de faire des conneries. Et puis surtout, ça dégonfle les statistiques.»



Nantes : six mois de lutte pour rompre l'isolement des stagiaires

«On cherche à se transformer en Comité contre le chômage»

● Le premier Pacte avait donné lieu à une série de luttes. Nous publions ci-dessous une interview d'un des principaux animateurs de la lutte des stagiaires Barre sur Nantes. Son récit témoigne que contre le chômage, il est possible de lutter.

► Tu connais les statistiques gouvernementales sur le nombre de jeunes qui ont été engagés en fin de stage ?

— Oui, à Nantes, ils ont dit 50 % !

► Nationalement 62 %. Ce chiffre te paraît-il sérieux ?

C'est complètement bidon. D'après l'enquête qu'on a faite, on pense qu'il y en avait 10 %. Mais nous avons aussi fait d'autres actions. Nous sommes allés à la DDTMO pour dénoncer les stages. Après nous avons rencontré des paysans qui avaient embauché des stagiaires Barre et d'autres qui ne voulaient pas en embaucher. Il y a des petits paysans qui ont suivi le comité.

PREMIER REcul DU GOUVERNEMENT

► A quel titre étaient-ils intéressés ?

— Ils employaient des stagiaires mais ils ne se posaient pas comme patrons. Après on est allé dans des «écoles de formation» : une maison familiale qui profitait du Pacte. Les jeunes y étaient dans des situations incroyables ! Ils ne recevaient en fait aucune formation. On leur faisait des cours généraux. Ils devaient aussi suivre un mois de stage ; en fait, ils se sont retrouvés à faire le ménage dans les hôpitaux ou chez des particuliers, chez les responsables de la boîte de stage, notamment ! Les jeunes des boîtes de formation nous ont suivis par la suite dans d'autres ac-

LE MINISTRE DU CHOMAGE BIEN ACCUEILLI

► a a été votre dernière action ?

— Non, par la suite, nous avons fait une fête ; c'était début juillet. Beaucoup de stagiaires avaient terminé leur contrat et étaient partis ; mais il y a quand même deux cents personnes qui sont venues. Il y a eu un débat, on a dansé, etc. On avait tout organisé nous-mêmes, les panneaux, etc. On avait aussi tiré une affiche. On a participé à une autre fête dont nous n'étions pas les organisateurs à Nozay ; pas mal de gens sont venus dis-

cuter à notre stand. A la rentrée de l'automne on a préparé une action pour la venue de Boulin à Nantes. On a projeté un film et organisé un débat sur le chômage. Cette action a été préparée avec les stagiaires du premier Pacte qui se retrouvaient au chômage. Boulin venait à Nantes pour lancer le deuxième pacte pour l'emploi. Pour l'accueillir, les syndicats organisaient une manifestation. On a défilé avec les syndicats de l'ANPE qui étaient en lutte contre le rapport Ferge notamment. On les a rencontrés sur cette question. On a fait aussi une autre action : nous opposer à une saisie.

► On a eu des contacts avec la jeunesse socialiste qui a proposé de prendre quelques dossiers, mais on ne les a plus jamais revus, sauf un peu quand Boulin est venu. Les autres, on ne les a jamais vus.

APRES LE STAGE, ILS CONTINUENT

► Est-ce que tu penses que les stagiaires du premier Pacte ont participé à des stages dans le cadre du second ?

— Non, ceux que j'ai vu m'ont dit : pas question. On veut bien travailler mais à condition d'être payés. Si on est si mal payé, ce n'est pas la peine de travailler. Au début, pourtant, ils y croyaient. Ils passaient obtenir une qualification et gagner plus qu'au chômage.

AVEC LES COMITES DE CHOMEURS SYNDICAUX

► Est-ce que tu peux dire quelle a été l'attitude des syndicats vis-à-vis de votre comité ?

Au début, CGT, CFDT et FEN sont venus à une réunion qu'on avait organisée. Ils nous ont dit qu'ils ne pouvaient rien faire pour nous si on n'était pas dans les syndicats. Ils ne nous ont pas expliqué à quoi cela nous aurait servi. Après, il y a un comité de chômeurs CGT et un autre de la CFDT qui se sont mis en place sur Nantes ; on est allé les voir, ils ont été très ouverts. Par la suite, le comité CFDT a eu beaucoup de difficultés avec l'UL qui ne voulait pas leur donner un vrai statut, et leur disait : «Vous n'êtes pas un comité mais une commission !» Entre autres problèmes, les adhérents de ce comité voulaient participer à une journée organisée par la CGT contre le chômage ; le permanent de l'UL leur a interdit d'y participer en tant que comité.

Quelles sont vos perspectives actuelles ?

— On cherche à dépasser la question des stagiaires Barre et à se transformer en comité contre le chômage. On réfléchit pour savoir quelle orientation prendre. On tire un bilan positif de ce qu'on a fait jusqu'à maintenant.

Quand la lutte des

stagiaires a commencé à Nantes, quelle était sa situation ?

— Notre lutte est partie d'un stage qu'on a fait à la campagne à 30 kilomètres de Nantes ; mais presque toutes les activités du comité de stagiaires Barre ont été faites à Nantes. Personnellement, je faisais un stage comme ouvrier agricole dans un élevage. C'était un stage pratique en entreprise. J'étais payé par l'Etat, mais les 200 heures de formation que je devais recevoir, je ne les ai jamais eues. Personne ne les a jamais contrôlées. J'ai un camarade qui a fait également un stage dans l'agriculture : il a trouvé un stage de formation en «mécanique auto». Je connais beaucoup de stagiaires qui ne suivaient pas de formation.

► Quelles actions avez-vous menées ?

— En plus des questionnaires, de la réunion publique, des dossiers, il y a eu la manifestation du 1^{er} mai où nous sommes venus avec nos banderoles. Nous avons diffusé nos tracts. C'était notre première apparition dans la rue. On était une vingtaine.

Par la suite, nous sommes allés à la Direction départementale du Travail et de la Main d'œuvre (DDTMO). A côté des actions que l'on menait, on continuait à tenir des assemblées générales. A la troisième réunion, il y a cinquante à quatre-vingt personnes qui sont venues. Les jeunes présents étaient prêts à se mobiliser.

UN QUESTIONNAIRE QUI A DE L'ECHO

► Comment a débuté votre lutte ?

— Au début, on était trois ou quatre, on a lancé un questionnaire qu'on a tiré à 4 ou 500 exemplaires. On l'a diffusé par différents moyens : par un petit journal local (L'APL), de la main à la main, etc. Il y en a une centaine qui nous sont revenues remplis. C'était en février 78. En avril, on a décidé de faire une réunion à Nantes pour constituer un comité de stagiaires Barre. Une quinzaine de personnes sont venues. On avait deux idées : rompre l'isolement et dénoncer le stage.

GUERE D'ESPOIR D'EMBAUCHE

► Tout le monde voulait se battre pour l'ASSEDIC ?

— Pas seulement. En plus il y avait le SMIC pour tous, la formation avec qualification et embauche définitive. On pense que d'avoir réclamé l'embauche a été très apprécié de nombreux stagiaires qui craignaient de se retrouver au chômage une fois le stage terminé. Mais, c'était le plus difficile à obtenir compte tenu de la dispersion des stagiaires.

Rompre l'isolement ?

— Oui, le problème, c'était de savoir comment se retrouver, puisqu'on est dispersé pour la plupart chez des commerçants et des PME. On a décidé de faire un dossier ; on avait comme

* DDTMO : Direction du Travail et de la Main d'œuvre.

HISTOIRE



ROSA LUXEMBOURG

1919 - 1979, il y a 60 ans

LA REVOLUTION ALLEMANDE ASSASSINÉE

Le 15 janvier 1919, il y a 60 ans, mouraient assassinés à Berlin les deux grands révolutionnaires allemands, Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg. Honneur à leur mémoire !



KARL LIEBKNECHT



Janvier 1919 : les insurgés tiennent la rue

1914 - 1916 : «A bas la guerre !»

Le 4 août 1914, le SPD (l'important parti socialiste allemand), trahissant comme son homologue français les résolutions internationales du Congrès de Bâle, vote les crédits de guerre. Le SPD justifie sa trahison en évoquant «la menace barbare que ferait peser sur l'Allemagne la Russie tsariste».

Dans le SPD, seule une faible minorité s'oppose à cette trahison. Elle se regroupe autour de Karl Liebknecht, Rosa Luxemburg et Clara Zetkin. Liebknecht milite avec ardeur contre la guerre. Dès décembre 1914 il ne vote pas les crédits de guerre entraînant bientôt un petit groupe de députés socialistes à en faire autant. Le premier mai 1916 dans une manifestation à Berlin Liebknecht crie : «A bas la guerre !». Il est arrêté et condamné à 4 ans de bagne. Son geste et son arrestation eurent un grand retentissement dans le pays et les tranchées où l'opposition à la guerre sensibilise beaucoup plus ouvriers et soldats qu'en août 1914.

A partir de septembre 1916, l'opposition à la po-

litique de collaboration de classe du SPD (interdit de parole dans la presse du parti) publie des lettres signées Spartakus, d'où le nom de spartakistes donné aux camarades de Liebknecht et Rosa Luxemburg.

En janvier 1917, les majoritaires expulsent du SPD tous ceux qui s'opposaient même modérément à leur politique d'union sacrée. Ainsi des hommes tels Kautsky et Bernstein se retrouvèrent dans un nouveau parti indépendant, l'USPD, auquel se rattachèrent les spartakistes.

Dans la dernière année de la guerre le SPD se fera l'avocat zélé du clan le plus militariste (Hindenburg, Ludendorff) qui verra son pouvoir augmenter jusqu'à ce que la défaite de l'Allemagne devienne évidente en août 1918.

La Révolution d'Octobre en URSS, popularisée par les spartakistes, les propositions de Lénine d'une paix immédiate et sans annexion, trouveront un large écho en Allemagne : mutineries dans la marine, grève de janvier 1918 à Berlin, fraternisations sur le front oriental.

Novembre 1918, comme une trainée de poudre, l'insurrection

Le gouvernement du Prince de Bade, comprenant deux socialistes, est donc chargé de faire la paix.

Pour faire pression sur les négociations ? Pour un dernier baroud d'honneur ? Le ministre de la marine, fin octobre, décide d'envoyer les navires attaquer les bâtiments anglo-français. Les marins allemands refusent, ils se mutinent. A Kiel les marins et les ouvriers des arsenaux s'emparent de la ville, forment des conseils de marins et d'ouvriers. Les fusiliers marins envoyés contre les insurgés fraternisent et forment leur conseil de soldats.

Impuissant, le gouvernement du Prince de Bade dépêche le député SPD Noske à Kiel. Là où la répression a échoué, la trahison socialiste réussira. Noske auréolé de son appartenance au Parti socialiste, un «parti ouvrier» se fait élire président du conseil ouvrier et se nomme gouverneur de la ville.

L'insurrection gagne de villes en villes : le 5 novembre Lübeck, Hambourg, Stuttgart et presque toute la flotte. Le 6 : Brê-

me. Le 7 : Munich. L'insurrection n'est pas centralisée et les revendications sont différentes : signature de l'armistice, reconnaissance du pouvoir des conseils de soldats et ouvriers... Les familles régnantes s'enfuient sans lutte.

Rien ne peut arrêter l'insurrection, les troupes fraternisent, les officiers sont démoralisés, le drapeau rouge est hissé sur toutes les villes.

Mais l'absence d'un parti révolutionnaire se fait sentir, les spartakistes n'ont toujours pas rompu avec l'USPD. Un peu partout les conseils d'ouvriers et de soldats élisent à leur tête des membres du SPD et de l'USPD connus comme responsables ouvriers depuis longtemps. Ils sont adversaires des conseils ouvriers mais, ne pouvant plus aller contre, préfèrent en prendre la tête.

Ainsi le 4 novembre encore le «Vorwärts» organe central du SPD écrivait en parlant des premières insurrections : «Le moment de telles ac-

tions n'est pas venu. N'écoutez donc pas les mots d'ordre lancés par une minorité d'irresponsables».

Le drapeau rouge flotte sur Berlin

Le 9 novembre à Berlin d'immenses colonnes de manifestants gagnent le centre de la ville. Les soldats fraternisent. Liebknecht sorti de prison le 23 octobre a été élu membre du comité exécutif des délégués d'usine.

Le parlement (Reichstag) est entouré de soldats et d'ouvriers. Le Prince de Bade annonce l'abdication de l'empereur. Scheidemann (SPD) proclame la République. Au château royal, Liebknecht fait hisser le drapeau rouge et s'écrie : «Vive la République socialiste libre !».

Le soir le pouvoir est donné à un conseil de six commissaires du peuple (3 SPD, 3 USPD) présidé par Ebert. Le Prince de Bade pourra écrire de ce conseil dans ses mémoires : «Ebert répéta en grand (à Berlin) ce que venait de faire Noske (à Kiel) : il empêcha la révolution de se déployer, décidant ainsi du sort de l'Allemagne».

Ebert va permettre aux forces réactionnaires de se ressaisir. Après le 11 novembre seront formés des «corps francs» avec les soldats sûrs non démobilisés. Rétablir l'ordre bourgeois, telle est la préoccupation unique du gouver-

nement social démocrate. Quelques semaines durant, les ouvriers révolutionnaires vont tenter de lui faire face. En vain : du 9 au 13 janvier, les «corps francs» reprendront la capitale, se livrant à un massacre à l'image de celui de la «semaine sanglante» après la Commune de Paris.

«LE CHIEN SANGUINAIRE»

Noske au Conseil des ministres début janvier : «Il faut que quelqu'un soit le chien sanguinaire, je n'ai pas peur de cette responsabilité».

La Révolution berlinoise a échoué. Les villes de province n'ont pas bougé. Leurs insurrections seront écrasées une à une jusqu'en 1923. Les révolutionnaires n'ont pas eu l'initiative. Ils ont dû répondre à une provocation de Noske. Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg n'étaient pas d'accord pour engager le combat à ce moment. Mais la lutte engagée, en communistes, ils se battent au côté des ouvriers.

La révolution de 1919 à Berlin

- 13 décembre Ebert déclare : «Il faut mettre fin aux interventions des Conseils d'ouvriers et de soldats».
- Décembre, grande campagne de la droite et du SPD contre les spartakistes.
- 16 décembre : congrès des Conseils ouvriers : majorité pour le SPD, élection d'une Assemblée constituante le 19 janvier.
- 20 décembre : 250 000 ouvriers manifestent pour appuyer les spartakistes : pour une République socialiste, le pouvoir aux Conseils d'ouvriers, armement des ouvriers.
- 25 décembre attaque de la division marine (acquise aux révolutionnaires) repoussée par les marins et les ouvriers.
- 29 décembre démission des 3 commissaires USPD remplacés par 3 SPD dont Noske
- 29 décembre : les spartakistes rompent avec l'USPD et forment le KPD.
- 4 janvier destitution du préfet de police Emil Eichhorn : riposte populaire.
- Les ouvriers descendent dans la rue.
- 5 janvier formation d'un comité révolutionnaire avec Liebknecht mais aussi des USPD.
- 6 janvier pleins pouvoirs à Noske.
- 6 janvier l'USPD négocie avec Noske.
- 8 janvier Noske quitte le centre de Berlin, rompt les négociations.
- 9 - 13 janvier la semaine sanglante : les corps francs expédiés par Noske massacrent les ouvriers berlinois.
- 15 janvier, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht arrêtés sont massacrés sans jugement.

L'ordre règne à Berlin

La bourgeoisie française a été contrainte de prendre dans ses propres rangs les bouchers de juin 1848 et les bourreaux de mai 1871. La bourgeoisie allemande n'a pas à prendre cette peine. Ce sont des «social-démocrates» qui accomplissent la sale et méprisable besogne, la sanglante et lâche besogne : leur Cavaignac, leur Gallifet s'appelle Noske, l'ouvrier allemand. (...)

Les vaincus d'aujourd'hui ont compris la leçon. Les voilà désormais guéris de l'illusion que leur salut pourrait venir de masses en pleine confusion ; de l'illusion qu'on peut se fier à des chefs, qui se sont montrés incapables et mous ; guéris de leur foi en la social-démocratie indépendante, qui les a honteusement laissés en plan. C'est en ne se reposant que sur eux, qu'ils livreront leurs futures batailles, qu'ils gagneront leurs futures victoires. Et pour eux, l'amère leçon de cette semaine a conféré un sens nouveau et plus profond à cette phrase : la libération de la classe ouvrière ne peut être l'œuvre que de la classe ouvrière elle-même.

Karl Liebknecht, le 14 janvier 1919

«L'ordre règne à Berlin», proclame avec des cris de triomphe la presse bourgeoise, tout comme les Ebert et les Noske, tout comme les officiers des «troupes victorieuses» que la racaille petite-bourgeoise accueille dans les rues de Berlin en agitant des mouchoirs et en criant : «Hourrah !». Devant l'histoire mondiale, la gloire et l'honneur des armes allemandes sont saufs. Les lamentables vaincus de Flandres et de l'Argonne ont rétabli leur renommée en remportant une victoire éclatante... sur les 300 «Spartakistes» du Vorwärts. (...)

Les combats révolutionnaires sont à l'opposé des luttes parlementaires. En Allemagne, pendant quatre décennies, nous n'avons connu sur le plan parlementaire que des «victoires» ; nous volions littéralement de victoire en victoire. Et quel a été le résultat lors de la grande épreuve historique du 4 août 1914 : une défaite morale et politique écrasante, un effondrement inouï, une banqueroute sans exemple. Les révolutions par contre ne nous ont jusqu'ici apporté que défaites, mais ces échecs inévitables sont précisément la caution réitérée de la victoire finale. (...)

«L'ordre règne à Berlin !» Sbières stupides ! Votre «ordre» est bâti sur le sable. Dès demain la révolution sse dressera de nouveau avec fracas» proclamant à son de trompe pour votre plus grand effroi :

J'étais, je suis, je serai !

Rosa Luxemburg, 14 janvier 1919

KAMPUCHEA : DEUX SEMAINES D'INVASION VIETNAMIENNE

● C'est à un véritable « blitz Kreig » comme l'a dit Sihanouk que se sont livrés les divisions vietnamiennes pour envahir le Kampuchéa et prendre la capitale Phnom Penh. Il a fallu quatorze divisions de l'armée vietnamienne, soit près de deux fois le potentiel de l'armée du Kampuchéa, et des tonnes de matériel militaire, tanks, artillerie, Mig livrés par les Russes pour permettre la réussite de cette invasion, alors qu'Hanoï avait essayé depuis plus d'un an de nombreux échecs.

En effet, depuis la fin de l'année 1977, alors que le gouvernement légal du Kampuchéa avait refusé le projet annexionniste de la « fédération indo-chinoise », les dirigeants vietnamiens commençaient leur politique d'agression. Elle fut mise en échec par le peuple kampuchéan le 6 janvier 1978. Depuis Hanoï n'a cessé de combiner agressions et tentatives de subversion.

Mais c'est le traité soviéto-vietnamien de novembre qui leur laissait enfin les mains libres, et leur donnait les moyens de leur politique. En même temps Brejnev faisait entrer les ambitions des dirigeants vietnamiens dans le cadre de sa politique hégémoniste en Asie du Sud-Est et pouvait, grâce à l'aide militaire qu'il lui accorde, renforcer son emprise sur le Vietnam. Ensuite, dès le 3 décembre, Hanoï annonçait la création du « FUNSK » et commençait une offensive sans précédent pour mettre au pouvoir ses fantoches, digne élève de Brejnev en Tchécoslovaquie.

Mais la réussite provisoire de cette invasion faite avec tous les moyens militaires modernes dont

dispose une superpuissance ne doit pas faire illusion : pour le moment, Vietnam, Laos, pays de l'Est, Afghanistan, Ethiopie, Cuba, ne sont que des Etats parfaitement alignés sur Brejnev qui ont reconnu le régime fantoche. On connaît déjà les condamnations des non-alignés, comme la Yougoslavie et la Somalie. Le gouvernement roumain a également dénoncé l'agression : à la dernière réunion du Pacte de Varsovie, la Roumanie avait d'ailleurs refusé l'implication des pays du Pacte dans l'intervention contre le Kampuchéa. La position de la Corée ne fait guère de doute : elle avait noué des liens solides avec le Kampuchéa (le président Kim Il Sung avait envoyé un message de nouvel an chaleureux et l'ambassadeur coréen a rendu visite à Sihanouk lors de son passage à Pékin). Alors qu'en se servant largement du Vietnam et de Cuba, Moscou avait mené l'année dernière une politique d'infiltration au sein des non-alignés, l'invasion qu'il a rendu possible va certainement contribuer à l'isoler, lui et ses alliés et développer la vigilance

des peuples du monde.

C'est donc une bataille diplomatique d'importance qui se déroule aux Nations Unies. Bien entendu, l'URSS va tenter d'y imposer les fantoches et bloquera toute résolution grâce au droit de veto dont il va user (droit dont il refuse la suppression contrairement aux propositions de réforme de la Charte de l'ONU des pays du Tiers Monde).

Mais quoi qu'il fasse, il ne pourra étouffer la voix de Sihanouk qui s'adresse aux peuples du monde. Norodom Sihanouk, s'il a déclaré être en désaccord avec certains aspects de l'organisation sociale du Kampuchéa démocratique a, dans toutes ses déclarations, dénoncé l'agression. Même s'il ne parvient pas à des résultats immédiats, le représentant extraordinaire du gouvernement du Kampuchéa rencontrera un écho très large à la tribune de l'ONU. La dénonciation qu'il y fait contribuera à isoler l'URSS et ses alliés.

Ayant déjà l'expérience de cinq années de lutte contre l'impérialisme US en comptant sur ses propres forces, le peuple du Kampuchéa s'organise pour la résistance dans les montagnes et la forêt. C'est une longue lutte qui se prépare, à l'intérieur du pays et dans les instances internationales contre la politique d'agression et d'hégémonisme de l'URSS et de ses alliés.

LES IMAGES DE L'AGRESSION

Jeudi soir à TF 1, images bouleversantes de la guerre au Kampuchéa, tournées par les Kampuchéens eux-mêmes et commentées par François Debré. Elles témoignaient de la violence des combats et de la résistance de l'armée nationale. Elles donnaient des preuves évidentes de la réalité de l'intervention extérieure : casques, munitions, chars vietnamiens saisis à l'intérieur du territoire ; tracts en faveur du FUNSK parachutés plusieurs mois avant sa création ; la ville de Takeo brûlée par le napalm.

DES PAYSANS JAPONAIS CESSENT LEUR AIDE AU VIETNAM

Les coopératives agricoles de la région d'Akita au Japon viennent de décider l'arrêt de leur campagne de soutien au Vietnam qu'ils avaient décidée pour fournir de l'aide aux Vietnamiens sinistrés pendant les inondations. Ils refusent d'envoyer des fonds au gouvernement vietnamien qui lance le pays dans une guerre d'agression, alors même que la population vietnamienne fait face à de grandes difficultés.

L'HUMANITE, LE SEUL JOURNAL QUI DIT LA VERITE... DE BREJNEV

Dès le début de l'agression, *l'Humanité* n'a cessé, contre toute évidence, de nier l'intervention vietnamienne, reproduisant systématiquement les communiqués jumeaux du FUNSK et d'Hanoï. Ses éditorialistes, n'ayant pas peur de se contredire, ont justifié l'intervention sous prétexte que le régime politique du Kampuchéa ne convenait pas à l'URSS et au Vietnam : il s'agit bien là de la théorie de la souveraineté limitée mise en pratique en août 1968 à l'égard de la Tchécoslovaquie.

En fin de semaine, le lecteur de *l'Humanité* n'aura pas eu la chance de prendre connaissance des réactions des non-alignés. Elles sont censurées ; celle de la Roumanie est dénaturée. Prenant ses désirs pour des réalités, le journal du PCF, jeudi, niait toute résistance à l'intérieur du pays.

LES PAYS DE L'ASEAN FACE A L'AGRESSION VIETNAMIENNE

● Depuis jeudi 11 janvier, les ministres des Affaires étrangères des cinq pays qui constituent l'ASEAN, (« L'Association des nations du sud-est asiatique »), soit l'Indonésie, la Malaisie, Singapour, les Philippines et la Thaïlande, sont réunis dans la capitale de ce pays, Bangkok, pour arrêter une position commune face à l'invasion du Kampuchéa par l'armée vietnamienne. Ces pays qui, jusqu'à présent, ont reconnu comme autorité légale du Kampuchéa, le régime mis en place depuis la libération de Phnom-Penh, en avril 1975, se sentent menacés dans leur propre souveraineté par les derniers développements de l'expansion vietnamienne.

La position qu'adoptèrent les pays de l'ASEAN vis-à-vis de la situation actuelle en Indochine aura une portée à la mesure du poids qu'ils représentent dans cette partie du monde. Leur potentiel et leur situation en font d'ailleurs un enjeu tel que les agresseurs vietnamiens ont essayé de s'attirer les bonnes grâces de leurs gouvernements respectifs par des visites successives au cours de l'année 1978. Parmi elles, celle de Pham Van Dong, premier ministre du Vietnam, qui proposait en septembre, l'organisation d'une prétendue « zone de paix, d'indépendance et de neutralité » dans le Sud-Est asiatique.

UN ENJEU DE GRANDE AMPLITUDE

Les cinq Etats, membres de l'ASEAN, sont situés à un carrefour d'importance stratégique des passages entre le Pacifique et l'Océan Indien, et entre l'Asie et l'Océanie. Le détroit de Malacca, entre la Malaisie et l'Indonésie est une artère de grande importance, dont le contrôle est convoité par l'URSS, notamment pour assurer le passage de sa flotte de guerre du Pacifique dans l'Océan Indien. Le fait que 40 % des importations totales du Japon et 80 % de ses approvisionnements pétroliers y transitent, donne

aussi la mesure de l'importance stratégique de ce détroit et des pays qui le bordent.

Les Etats de l'ASEAN constituent un potentiel humain considérable en totalisant 250 millions d'habitants, soit un marché plus vaste que celui de la Communauté européenne des neuf. Ils disposent d'immenses ressources naturelles et assurent la majorité de la production mondiale pour certaines matières premières importantes, ainsi 80 % de la production mondiale de caoutchouc, 60 % de l'étain, etc..., tandis que de vastes perspectives s'ouvrent pour le pétrole, notamment en Indonésie, qui fournit déjà 13 % des approvisionnements du Japon. Avec Singapour, l'ASEAN dispose du quatrième port du monde.

UNE PROFONDE EVOLUTION

La position que peut adopter aujourd'hui l'ASEAN vis-à-vis de la situation en Indochine, ne peut être séparée de l'évolution qu'a connue cette association régionale, elle-même tributaire des profonds changements de la situation internationale depuis une dizaine d'années.

Lorsque l'ASEAN est formée à Bangkok, le 8 août 1967 c'est pour une bonne part à

l'initiative du dictateur indonésien Suharto, qui vient de renverser le régime de Soekarno, faisant massacrer des centaines de milliers de personnes, dont les militants du parti communiste, et dont les attaches avec l'impérialisme américain sont notoire. Lors de sa création, l'ASEAN apparaît nettement comme une organisation créée à l'instigation de l'impérialisme américain, et dirigée particulièrement contre l'indépendance des pays d'Indochine et contre la République populaire de Chine. Les liens de dépendance militaire vis-à-vis des Etats-unis, de pays comme la Thaïlande et les Philippines sont alors significatifs de cet état de choses. Et au début des années 1970, lors du matraquage de l'aviation américaine contre les peuples indochinois, la Thaïlande jouera encore le rôle de véritable porte-avions pour les bombardiers US, B 52.

Toutefois, le voyage de Nixon à Pékin en 1972, puis le retrait total de l'Indochine en 1975, en sanctionnant le recul global de l'impérialisme américain, affaibli par les luttes des peuples, vont amener les pays de l'ASEAN à réévaluer leur politique étrangère. Dès 1972, une rencontre ministérielle de l'ASEAN décide d'instaurer des relations pacifiques avec la Chine.

Les années 1974 et 1975 verront trois pays, sur les cinq membres que comptent l'ASEAN, établir des relations diplomatiques avec la République populaire de Chine, cependant que les pays de

l'ASEAN vont également nouer des relations avec l'URSS. En 1976, les bases militaires américaines et britanniques qui subsistent dans les pays de l'ASEAN, vont être pour l'essentiel démantelées.

LE TOURNANT DE 1976

L'année 1976 semble constituer un tournant dans l'évolution de l'ASEAN, avec le sommet de Bali (Indonésie) en février, des chefs d'Etats et de gouvernements des cinq pays membres. Alors que l'intégration économique de cette association régionale était restée très faible depuis sa création, d'importants projets industriels communs sont envisagés.

Un « traité d'amitié et de coopération » d'après lequel « les signataires s'abstiendront de recourir à la menace ou à l'usage de la force et régleront à tout moment de tels litiges entre eux par des négociations amicales », illustre la volonté des pays de l'ASEAN de renforcer leur unité, une volonté qui se manifeste aussi dans la décision de renforcer la centralisation de l'organisation régionale, avec la création d'un secrétariat général. Ces décisions sont motivées par plusieurs faits. D'abord, la victoire des peuples indochinois en 1975, suscite la crainte des régimes de l'ASEAN de devoir faire face à un ensemble indochinois sur l'évolution de l'ensemble de l'Asie du sud-est. Les régimes des pays de l'ASEAN craignent de voir l'évolution de la situation en Indochine favoriser dans leurs propres pays, l'essor des mouvements populaires, notamment

les mouvements armés, contre lesquels ils ont passé entre eux, des accords bilatéraux de « sécurité ».

Mais, en même temps, les pays de l'ASEAN entendent assurer le développement de leurs économies, en défendant le principe affirmé dès fin 1971, de faire du Sud-est asiatique « une zone de paix, de liberté et de neutralité exempte de toute forme ou de toute sorte d'interférence de la part des puissances étrangères ». De ce point de vue, ils participent au mouvement du Tiers Monde.

Malgré les sollicitations du Kremlin, ils vont rester hostiles à la proposition soviétique d'un « accord de sécurité collective » en Asie. Ces dernières années, ils ont notablement développé leurs relations avec le Japon qui est de loin leur principal client et qui s'est engagé (août 77), à financer leurs principaux projets industriels. Les engagements du Premier ministre vietnamien, en septembre 1978 de ne plus apporter aucun soutien aux mouvements populaires tels celui de Thaïlande dirigé par le parti communiste, qui dénonce le social-impérialisme soviétique, n'ont pas semblé suffisants aux régimes des pays de l'ASEAN, pour lever leur méfiance à l'égard des visées vietnamiennes et soviétiques.

Aujourd'hui, alors qu'ils sont confrontés de manière accrue à l'expansionnisme vietnamien et aux ambitions soviétiques, l'attitude des pays de l'ASEAN pèsera lourd sur l'avenir de l'Asie du sud-est tout entière.



Le 5 avril 1976, sur la place Tien An-Men, un discours très écouté

● Le 5 avril 1976, sur la grande place de Pékin, Tien An Men, une manifestation rassemblait de très nombreux habitants de la capitale. Ils venaient, en même temps, honorer la mémoire de Chou En-lai, mort le 8 janvier, et critiquer Kiang Tsing, Yao Wen-yuan et Tchang Tchouen-kiao (trois des «Quatre»), qui avaient engagé une campagne contre le Premier ministre disparu. Le Comité central du Parti communiste chinois qualifiait alors cet événement de contre-révolutionnaire. La troisième session du Comité central vient de modifier cette appréciation, indiquant au contraire : «Les événements survenus le 5 avril 1976 sur la place Tien An Men avaient un caractère purement révolutionnaire. Le grand mouvement révolutionnaire de masse, à l'image de la place Tien An Men, a réuni à travers le pays des centaines de millions de Chinois dans une douloureuse commémoration du camarade Chou En-lai et une dénonciation indignée de la bande des Quatre ; ce mouvement a jeté au sein des masses les fondements qui ont permis à notre Parti d'écraser cette bande».

A partir d'aujourd'hui, nous commençons la publication de documents exclusifs, provenant de participants de ces manifestations, et d'un groupe qui a recueilli et édité les nombreux poèmes apparus en 1976 place Tien An Men.

Ce qu'on lit à Paris, et ce qu'on dit à Pékin

Après la décision du Comité central du P.C.C. et du Comité du parti de la municipalité de Pékin de réhabiliter les événements de Tien An-men en les caractérisant de manifestations révolutionnaires, une vague de dazibaos a couvert certains points du centre de Pékin : les quartiers très commerçants de Sitan, de la rue Wang Foutsing et même la célèbre place Tien An-men. Nombre de ces dazibaos se félicitaient de cette décision.

Beaucoup intervenaient également sur les problèmes légués par la domination des Quatre : la question de la légalité et de la démocratie socialiste ; sur le redressement des erreurs commises sous l'influence des Quatre ; verdicts injustes et erronés, prononcés à l'encontre de cadres ou d'éléments des masses ; d'autres encore très nombreux, intervenaient sur la réalisation des quatre modernisations. Enfin, quelques-uns abordaient la responsabilité de Mao dans l'erreur d'appréciation des événements de Tien An-men ou plus généralement des rapports entre Mao et les Quatre.

QUELQUES AGITES

Ce sont bien entendu ces derniers, quoique très minoritaires, qui ont eu les faveurs de la presse internationale. Quelques journalistes occidentaux se sont beaucoup agités dans cette dernière période à Pékin, tentant de trouver quelques matériaux à se mettre sous la dent pour étayer des hypothèses, la plupart du temps bien fragiles !

Signalons que les dazibaos ont attiré ces derniers jours des milliers de Pékinois, qui les commentaient, ce qui prenait parfois la forme de petits meetings.

DEUX INTERVIEWS

Dans cette situation, Teng Siao-ping a mis un certain nombre de choses au point dans deux interviews, l'une à une délégation japonaise, l'autre à un journaliste américain.

Teng a déclaré que les dazibaos étaient un phénomène normal permis par la constitution. Les masses développent la démocratie en collant des dazibaos. «Si les masses ont des objections», a-t-il dit, «il faut qu'elles les expriment. Les opinions des masses», a-t-il poursuivi, «n'ont pas toujours été assez mûries ; mais nous ne pouvons pas demander que leurs opinions soient entièrement correctes».

Sortis aguerris de la Révolution culturelle, la plupart des Chinois ont acquis l'aptitude à distinguer le vrai du faux, se montrent soucieux de l'avenir et du sort de l'Etat. Leur conscience est remarquable. Les larges masses populaires exigent la stabilité et l'unité et tiennent compte des intérêts d'ensemble. Si les masses émettent des doutes sur certains problèmes, si certains propos sont défavorables à la stabilité et à l'unité, ainsi qu'à la réalisation des 4 modernisations, nous devons leur donner des explications et les bien diriger.

«SANS LE PRESIDENT MAO, PAS DE CHINE NOUVELLE».

Teng Hsiao-ping a alors ajouté que le CC était opposé à mentionner le nom de Mao dans les dazibaos et qu'il n'était pas correct de mettre les erreurs commises sur la responsabilité du président Mao.

A propos des événements de la place Tien An-men d'avril 76, il a tenu à rappeler que le président Mao était très malade au moment où la décision de condamner les événements de Tien An Men avaient été prises par la bande des Quatre, et que son état de santé ne lui permettait pas de prendre une décision de son propre chef.

Enfin il a réaffirmé que la pensée directrice pour la réalisation des 4 modernisations se fondait sur le marxisme-léninisme, la pensée de Mao. Puis il a souligné que les grands exploits accomplis par le président Mao, dans l'histoire chinoise sont difficiles à exprimer avec des mots. En Chine, chacun comprend que «sans le Président Mao, pas de Chine nouvelle». «Au cours de la réalisation des 4 modernisations, nous devons savoir posséder et utiliser intégralement et correctement la pensée de Mao».

Ces interventions de Teng ont été le sujet de nombreuses réunions tenues sur les lieux de travail, ces derniers jours : ces réunions devant aborder les points suivants : comment liquider les séquelles des Quatre, et réaliser la démocratie, en vue de réaliser les 4 modernisations.

Correspondance

CHINE

CE QUE DISENT LES MANIFESTANTS DE TIEN AN MEN

Avant Pékin, Nankin manifestait

«J'écris des poèmes pour honorer Chou»...
«On décide de maintenir la manifestation»...
«20 groupes se chargent de s'emparer de la gare»...
«Les cheminots nous donnent du goudron pour écrire»...

● Discours de Li Si Ming, président de la Ligue de la jeunesse à Nankin fait fin octobre 1978, dans un institut de langues à Pékin (extraits).

Le camarade est déjà responsable de la Ligue dans son université à Nankin au moment de la mort de Chou En-lai, le 8 janvier 1976.

«A la mort de Chou, commençant à paraître des articles contre lui. Un de mes camarades soldat, déchire le journal. Puis-que les Quatre nous empêchent de porter le brassard noir, on le portera 49 jours (7 fois 7). La situation se détériore de plus en plus. A Changhaï, il paraît que Ma Tien-chouei (N° 1) était très content les jours du deuil de Chou. On y a vu des mots d'ordre : «A bas X, à bas Teng, à bas l'image d'un cerceau représentant Chou». Très triste, j'écris des poèmes pour honorer Chou».

Le camarade se rend alors à Pékin, à l'université Tsinghoua, voir ce qu'il se passe. Puis il revient.

LA MANIFESTATION SE PREPARE

«Avec des camarades, nous nous réunissons pour savoir comment contre-attaquer les Quatre. Nous décidons d'organiser une manifestation légale. Mais en faisant une couronne pour Chou En-lai, ce qui doit rester secret. Nous demandons la permission d'aller à Meiyuan (là où travaillaient Chou et Tong Piwar pendant la guerre civile). Mais notre intention est découverte et les responsables tentent de nous dissuader, par tous les prétextes : c'est trop petit, pas commode, etc. Le vice-président du comité nous dit : «D'habitude on va à Yu Hua Tai» (cimetière des héros). Nous tombons d'accord, mais à deux conditions : qu'il y ait une voiture sonorisée pour diffuser la musique funèbre et que notre section soit en tête. Nous espérons pouvoir détourner la manifestation à mi-chemin, vers Meiyuan.

Mais la direction est très rusée. Elle nous dit qu'on ne pourra pas y aller parce qu'il y a trop de monde à Yu Hua Tai. En fait, ils avaient appris que l'ordre avait été donné par la province de ne pas aller aux deux endroits. A la réunion de la Ligue, on décide de maintenir la manifestation

sur le premier itinéraire. On élit un groupe spécial de sept camarades robustes munis d'outils, pour résoudre le problème de la porte, si besoin est. On confie la fabrication de la couronne à une cellule, et on vole les fleurs à l'université.

A NANKIN, LA SITUATION A CHANGE

Le lendemain matin, un éclaireur va voir si la porte est ouverte ; non, elle est fermée. Mais on apprend qu'il y a un gardien. Quelqu'un est chargé de le maintenir sur place à tout prix, pour qu'on ait un prétexte s'il refuse d'ouvrir la porte.

La manifestation est partie. On s'aperçoit bientôt qu'un individu prend des photos. Des camarades sont envoyés s'emparer de la pellicule, si c'est un agent de la sécurité. Il y a aussi un responsable de l'université venu là.

Par précaution, on envoie trois étudiants-soldats, un de chaque arme, pour nous frayer le chemin en tête de la manifestation. Arrivés à Meiyuan, nous rendons un hommage très émouvant au premier ministre Chou. Nous nous disons en rentrant que la situation a changé et qu'à Nankin, le lendemain, rien ne sera plus pareil.

A LA GARE

Le lendemain, quand j'arrive à l'université, je vois, placardé sur les murs, le Wenhui Bao avec l'article contre Chou encadré (1). Très en colère, je me rends dans les chambres. Nous parlons de la situation et des mots d'ordre pour attaquer les Quatre.

Plus de 300 camarades s'organisent, se divisent en 20 groupes qui se chargent de s'emparer de la gare de chemin de fer, de la station d'autobus, pour coller des mots d'ordre sur les voitures. Certains me conseillent de me cacher (j'étais un responsable de la Ligue).

Nous avons le soutien de la population. Un vendeur de tickets d'autobus : «Vous allez faire une manifestation pour Chou : ne payez pas vos tickets». A la gare de Nankin, nous sommes bien accueillis, nous écrivons des mots d'ordre sur le train partant pour Changhaï. Un cheminot de Changhaï veut nous empêcher, mais la menace d'un seau d'encre l'apaise.

MOUVEMENTS DANS TOUT LE KIANG SOU

On fait aussi de la propagande dans la foule, comme au moment du 4 mai 1919, mais on s'est modernisé et on travaille au mégaphone. Partout dans la ville, il y a des manifestations. Le lendemain on va remettre des mots d'ordre à la gare. On apprend que ceux de la veille avaient été effacés en gare de Soutchéou. Les cheminots nous donnent du goudron pour les écrire, car ça ne peut pas être effacé et si on le brûle, ça brûle aussi la peinture et ça se voit encore mieux.

Il y a une progression dans les mots d'ordre : «A bas le Krouchtchev de Chine» «Hommage à Yang Kai Hui» (femme de Mao) On crie publiquement : «A bas Tchang Chouen Kiao».

Dans toutes les villes du Kiangsou, il y a eu des mouvements contre les Quatre. Surtout, au pays natal de Chou En-lai. Là sept enfants dont le plus vieux avait 13 ans, ont fait des tracts avec leur argent de poche. Ces enfants ont été critiqués et arrêtés.

Le camarade explique par la suite la répression. Lui-même est arrêté et restera en prison 200 jours. A travers cette lutte il s'est rendu compte en 1976, «combien le peuple était invincible».

(1) Le 25 mars, on pouvait lire dans ce journal de Changhaï : «Attaquons directement le plus grand responsable engagé dans la voie capitaliste qui a remis en selle l'autre grand responsable, engagé dans la voie capitaliste». Chou En-lai et Teng Hsiao-ping étaient ainsi nommément désignés.

RFA : fin de la grève dans la sidérurgie

LA PAIX SOCIALE MAINTENUE GRÂCE A LA TRAHISON DE LA DIRECTION SYNDICALE

● Ce jeudi, 11 janvier, après 45 jours de grève, le travail a repris dans les hauts fourneaux de la Ruhr. 49,5 % seulement des sidérurgistes ouest-allemands se sont prononcés, lors d'un vote, pour le compromis élaboré par la direction de leur syndicat, l'IG Metall, et les patrons de l'acier. Les lois anti-grève (25 % des voix suffisent pour la reprise du travail, 75 % sont nécessaires pour décider d'une grève), qui si souvent ont joué un rôle décisif dans le maintien de la paix sociale en RFA, ainsi que les manœuvres et la trahison de la direction IGM ont donc mis un terme à cette lutte longue et combative, sans que les revendications des travailleurs soient satisfaites.

UN COMPROMIS QUI TRAHIT LES REVENDICATIONS DES TRAVAILLEURS

Outre une augmentation salariale de 4 % (étalée sur 15 mois, donc 3,2 % pour l'année), le compromis prévoit un certain nombre de congés supplémentaires pour les travailleurs qui font les trois huit, pour ceux qui ont plus de 50 ans et, à partir de 1982, 6 semaines de congés payés pour tous les sidérurgistes. La revendication principale dans cette lutte, la semaine de 35 heures, a donc été abandonnée par la direction syndicale ; le nouveau contrat tarifaire valable pour une durée de 5 ans mentionne expressément la semaine de 40 heures comme « temps de bases ».

La déception, l'amertume, la colère sont grandes chez les sidérurgistes qui, pendant plus de six semaines, ont mené avec une combativité exemplaire, la lutte pour les 35 heures. Maintenant, ils soulignent que « c'est pas pour ça qu'on a fait grève », constatant que leurs dirigeants, en signant ce compromis, non seulement ont bafoué leurs revendications, mais ont sanctionné en outre qui la division entre les différentes catégories de travailleurs se trouve encore aggravée. « Nous sommes prêts à continuer », ont déclaré, dans une résolution, les délégués syndicaux de chez Thyssen-Hamborn, et ils n'étaient pas les seuls à se prononcer pour la voie de la lutte, à appeler, en début de la semaine, à voter « non ».

LE PATRONAT SATISFAIT

Du côté du patronat, on fête cette fin de grève comme une victoire, et surtout comme la grande défaite du syndicat. Certes, le prix de cette victoire a été « horriblement élevé » (Weisweiler, président des patrons de l'acier), mais « les 40 heures ont été sauvées », l'augmentation salariale accordée est plus que modeste, et la direction de l'IG Metall a dû se plier aux propositions patronales, le compromis accepté ne contenant rien d'autre que ce que l'IGM avait rejeté — sous la pression de la base — pendant

six semaines. Et Weisweiler de conclure : « Si à l'avenir cela se déroule de la même manière, cette lutte aura valu la peine ».

Par rapport à cela, les tentatives de la direction syndicale de faire croire à la base que « la lutte a apporté la victoire » sont peu convaincantes. Loderer, chef de l'IG Metall, a beau déclarer : « Voilà un bon compromis que nous pouvons accepter », quand les sidérurgistes réunis devant le siège de la grande commission tarifaire à Mülheim où le compromis est négocié, scandent : « Ce compromis est pourri ». Et comment prendre au sérieux Kurt Herb, dirigeant IGM en Nordrhein-Westfalen quand il veut nous faire croire que « ce compromis va nous faire avancer vers la réduction du temps de travail » ? Six semaines durant, les dirigeants syndicaux ont dû refuser de se contenter d'une simple prolongation des congés payés, vacances et réduction du temps hebdomadaire du travail étant « deux choses différentes ». Et de déclarer à ce moment : « Sans l'avance vers les 35 heures, nous ne donnerons pas notre signature ! »

Impossible donc aujourd'hui pour la direction syndicale de faire passer sa trahison pour une victoire des travailleurs !

LES ACQUIS DE LA LUTTE

Si la bourgeoisie ouest-allemande a donc toutes les raisons pour se vanter de sa victoire facilement obtenue sur la direction social-démocrate du syndicat IG Metall, le bilan se présente un peu différemment du côté des travailleurs en lutte. Le fait que, grâce à la trahison des Loderer et Herb, la grève ait abouti à un échec, ne saurait faire oublier les très importants acquis de cette lutte, acquis qui vont être déterminants pour les luttes à venir.

A mentionner d'abord la combativité assez extraordinaire des sidérurgistes en grève. Même s'ils n'ont pas réussi à peser de tout leur poids sur la direction de leur grève (ainsi l'extension de la grève sur toutes les aciéries de la Ruhr réclamée par de très nombreux travailleurs comme le moyen de pression le



Piquets de grève devant Mannesmann-Huckingen : Nous resterons fermes

plus efficace, n'a pu être obtenu ; seulement début janvier, trois entreprises supplémentaires sont entrées en grève ; 100 000 des 208 000 sidérurgistes étaient donc à ce moment touchés par la grève ou le lock-out, ils ont pu empêcher pendant six semaines que la direction syndicale, bienveillante dès le début à l'égard des propositions patronales, abandonne leurs revendications. Cette combativité s'est maintenue jusqu'aux dernières manifestations devant le siège de la commission tarifaire, allant même jusqu'à l'occupation de la salle de négociation par 400 sidérurgistes pour empêcher le compromis.

LUTTE EXEMPLAIRE

Les manœuvres de division de la bourgeoisie ouest-allemande qui a tenté de monter les autres travailleurs contre la grève des sidérurgistes, ont été un échec. Lors des grandes manifestations syndicales contre le lock-out vers la mi-décembre, des milliers de travailleurs, métallistes, éboueurs, hospitaliers, travailleurs des transports communs etc. ont débrayé pour manifester leur solidarité avec les sidérurgistes, et ceci malgré les menaces de licenciements proférées par les patrons (en RFA, les grèves hors du cadre des négociations salariales sont illégales !). Si les patrons escomptaient monter contre les sidérurgistes en particulier les travailleurs de l'automobile dont les entreprises avaient annoncé le chômage technique pour la mi-janvier, leurs calculs se sont avérés faux : les métallistes de chez Volkswagen par exemple, au lieu de dénoncer la grève, ont fait la collecte pour soutenir les sidérurgistes en lutte.

Exemplaire, cette lutte l'aura été également par la grande unité politique qui s'est faite autour de la revendication des 35 heures, unité qui a dépassé, comme l'ont montré d'ailleurs

les manifestations de solidarité, le cadre de la seule sidérurgie. Ne se limitant pas à une lutte exclusivement revendicative contre la baisse du pouvoir d'achat, les sidérurgistes engagent la lutte contre le chômage, contre leurs conditions de travail particulièrement dures. Ils ont ainsi donné une dimension politique nouvelle à leurs luttes.

LE « CONSENSUS » SOCIAL ENTAMÉ

La grève des sidérurgistes aura été, après celle des dockers, des imprimeurs et des métallistes, la quatrième grande grève en RFA depuis une année. Ces luttes ont fait apparaître une grande détermination de lutte et en même temps une clairvoyance de plus en plus importante — tant sur les moyens de lutte, la nature des revendications que sur la politique de collaboration de classe pratiquée par les dirigeants syndicaux. Ce « consensus social » qui pendant des années a fait de la RFA un « modèle » pour les autres bourgeoisies européennes, semble désormais entamé.

Pour une fois encore, les dirigeants syndicaux ont pu sauver la « paix sociale » paix toute relative, répétons-le ! Mais ils auront des comptes à rendre. Certes, ils vont désormais essayer de diviser les grévistes, comme ils ont déjà commencé à le faire pendant la grève, en tentant d'isoler les ouvriers les plus combattifs (qui d'ailleurs pourraient risquer leur exclusion du syndicat) de la « majorité raisonnable ». Mais les grévistes se laisseront-ils récupérer comme l'entend leur direction ? Rien ne l'indique pour le moment. Quelles conséquences tireront-ils de la trahison de leur direction dans cette grève ? Cela va dépendre dans une large mesure des débats qui se mènent dès maintenant partout à l'intérieur des syndicats.

Anne RHEIN

Iran Après l'envoi d'une escadrille de F 15 américains en Arabie Saoudite

Violente réaction soviétique

Mercredi, le gouvernement américain a annoncé sa décision d'envoyer une escadrille de l'US Air Force en Arabie Saoudite, pour renforcer son dispositif militaire dans la région. L'URSS, directement visée par cette mesure n'a pas été longue à réagir, et a vivement protesté contre la décision américaine. L'ayatollah Khomeiny dans une interview accordée récemment au journal *Le Monde* a réaffirmé son attachement à l'indépendance de l'Iran menacée par les deux superpuissances. Alors que l'URSS n'a pas cessé ces derniers temps de proclamer son respect pour l'indépendance de l'Iran, elle a été très prompte à réagir face au renforcement du dispositif militaire américain dans la région. L'URSS s'est sentie particulièrement visée par la récente décision des Etats-Unis d'ajouter à sa flotte qui croise dans le

golfe arabo-persique une escadrille de l'US Air Force envoyée en Arabie Saoudite. L'agence Tass écrivait jeudi matin : « Les Etats-Unis, qui recourent à la politique de la canonniers, s'engagent dans une voie dangereuse de démonstration de force dans la région du golfe persique, mais elle est destinée à échouer ». Une critique, qui, sans justifier l'attitude de l'impérialisme US, pourrait être retournée à l'URSS qui appuie totalement l'invasion vietnamienne au Cambodge.

Pour sa part, l'ayatollah Khomeiny a déclaré dans une récente interview, que si un gouvernement islamique se mettait en place en Iran, « si les Etats-Unis ne s'ingèrent pas dans nos affaires et retirent leurs conseillers qui interviennent dans notre pays, nous les respecterons aussi ».

Extraits du communiqué de l'Union des étudiants iraniens en France (UEIF)

« Agresseurs vietnamiens agents du social-impérialisme hors du Cambodge ! »

(...) Le complot orchestré par les révisionnistes vietnamiens contre le peuple, l'État et le Parti Communiste du Kampuchéa, sous la baguette du social-impérialisme soviétique s'inscrit dans le cadre de la politique expansionniste de cette superpuissance dans cette région... Le peuple Kampuchéen a lutté pendant des dizaines d'années contre les impérialistes américains et arraché son indépendance au prix d'une lutte armée révolutionnaire de longue haleine, contre cet impérialisme et son valet local, le régime de Lon Nol... En Iran, où le peuple mène depuis un an une bataille à mort contre le régime fasciste du Shah, la question de l'impérialisme américain, la question de l'infiltration de l'URSS pose un problème primordial pour les révolutionnaires iraniens. La superpuissance soviétique essaye par tous les moyens et en particulier par l'intermédiaire de la clique révisionniste et contre-révolutionnaire du parti Toudeh, de remplacer la superpuissance américaine dans notre pays et de transformer notre pays en son tremplin dans la région. Nul doute que le peuple iranien tirera la leçon de la tragédie du Vietnam et renforcera sa vigilance face au social-impérialisme dans la lutte qu'il mène pour chasser de la patrie, l'impérialisme US et ses valets de l'intérieur.

UEIF

● Espagne : coordination des polices françaises et espagnoles

A la suite des attentats qui se sont multipliés depuis le début de l'année au Pays Basque, le gouvernement espagnol qui a arrêté une centaine de militants pour leur appartenance présumée à l'ETA pendant les deux derniers mois, semble décidé à empêcher que la préparation des élections de mars prochain soit troublée par l'organisation basque. Une des premières mesures prises par l'État espagnol consistera à renforcer la coopération hispano-française en matière de police, à cet effet, le ministre des Affaires étrangères espagnol se rendra à Paris avant le 15 janvier pour rencontrer son homologue Poncet afin que la France refuse désormais d'accorder le statut de réfugié aux militants basques résidant en France.

Fascisme en Uruguay.

Mario Benedetti raconte...

De toute évidence, l'exode commença pour des raisons politiques. A l'étranger, les journalistes commencèrent à écrire qu'au pays l'atmosphère était irrespirable. Et c'était vrai qu'il était difficile de respirer. Les journalistes étrangers poursuivirent en écrivant que, là-bas, la répression était monstrueuse. Et c'était vrai qu'elle l'était. Mais le fait que ces vérités aient été recueillies et diffusées par des journalistes étrangers donna aux autorités un prétexte pour lancer une invocation enflammée à l'orgueil national. L'erreur du gouvernement fut peut-être d'avoir placé cette invocation dans la bouche du président, car depuis quelque temps, dès que la voix et/ou l'image du premier homme du pays apparaissaient à la radio ou sur des écrans de télévision, les gens s'empressaient de tourner le bouton de leurs récepteurs. De telle sorte que la population n'eut jamais connaissance de cette invocation à l'orgueil national lancée par le gouvernement. En conséquence, elle continua de s'en aller.

Sur l'exode

Partirent d'abord tous les suspects qui étaient en liberté. Puis suivirent les parents et les amis des suspects (prisonniers ou libres). Au début, bien que ceux qui émigraient fussent nombreux, plus nombreux encore étaient ceux qui les accompagnaient aux ports ou aux aéroports. Mais le jour où un bateau s'en alla avec un millier d'émigrants à bord, alors que vingt-quatre personnes seulement étaient venues leur dire adieu, l'insolite événement fut enregistré par l'appareil indiscret d'un photographe étranger ; et la publication d'un tel témoignage dans un hebdomadaire à large diffusion internationale donna lieu à une nouvelle invocation patriotique de la part du président, et donc à l'extinction momentanée et préventive des quelques récepteurs qui comptaient encore des auditeurs et des rares écrans qui avaient encore des spectateurs. Mais, curieusement, le gouvernement ne put réprimer cette nouvelle habitude puisque, dès le début de la crise du pétrole, il avait exhorté la population à ne pas ménager les sacrifices pour économiser le combustible et donc l'énergie électrique. Et y a-t-il sacrifice plus grand (disait l'excuse populaire) que de se priver d'écouter la voix éclairée et éclairante du président ? Ainsi, et grâce peut-être à cette circonstance fortuite, le peuple ne sut pas non

C'est sous le titre d'*«Avec et sans nostalgie»* que l'écrivain Mario Benedetti, exilé, nous livre sous la forme de 14 nouvelles, la vie en Uruguay sous la dictature fasciste.

14 histoires, 14 tranches de vie où la torture, les cris, l'absence, et les fusillades dans la rue font partie de la vie quotidienne. Elles ont toutes un point commun, même si certaines sont de simples rencontres banales : le langage calme de Mario Benedetti parfois un peu détaché, même lorsqu'il raconte la torture, ce qui donne toute son intensité au récit. De plus son ton familier, son humour, son ironie tendre et grinçante à la fois lui donnent un style attachant.

Dans le dernier récit *La rive voisine* nous entrons dans la vie d'un jeune étudiant qui n'aime ni les études ni le militantisme. Mais comme il n'aime pas non plus le fascisme, ni «qu'on le force avec une mitraillette», il se retrouve sur l'aéroport de Carrasco direction

Buenos Aires. Il part en exil après avoir passé un mois en prison. Il ne s'est pas fait «prendre pour la bonne cause mais par connerie» : il trouvait «poétique» de commémorer avec une rose rouge la mort d'une jeune révolutionnaire torturée. Il raconte sa vie au jour le jour dans Buenos Aires, où commencent à avoir lieu des arrestations et des fusillades en pleine rue. Mais même s'il se donne l'impression de vivre tranquillement comme avant d'être exilé, les situations auxquelles il a été confrontées, les gens qu'il a rencontrés, tous victimes du fascisme l'ont obligé à prendre le parti de la lutte.

Ainsi, à la lecture de tout ce livre, l'ambiguïté de son titre est levée : c'est avec nostalgie et amour que Mario Benedetti nous raconte ceux qui vivent, souffrent et luttent là-bas.

Frédérique ARNAUD

plus cette fois-là que le gouvernement suprême avait fait appel à son orgueil patriotique. Et il continua de partir.

propagande, il commença à diffuser sur les chaînes et les stations de radio de l'Etat un traitement à base de régimes amaigrissants.

l'ambassadeur de Grande-Bretagne. Dans les grandes familles de l'oligarchie agropastorale, les dames qui avaient des noms à quatre ou cinq particules comprirent rapidement la situation et, voyant que sans domestiques elles devraient prendre elles-mêmes en charge les cuisines, le ménage, l'entretien du linge (il y avait longtemps que les laveries et les teintureries avaient elles aussi émigré), le nettoyage des latrines et des éviers, elles persuadèrent leurs maris d'organiser de toute urgence le transbordement familial vers un autre pays suffisamment civilisé pour que, sur simple pression d'un doigt sur un bouton, accourent immédiatement des servantes parlant anglais et français et n'ayant ni poux ni enfants naturels. Parce qu'ici, dans le meilleur des cas, seuls les poux répondaient aux sonnettes. Et on ne savait même pas si cela allait durer encore longtemps.

Un jour circula la rumeur qu'il y avait en Australie une très forte demande d'ouvriers qualifiés. Immédiatement, environ trente mille ouvriers s'embarquèrent pour l'Océanie, chacun avec sa femme, ses enfants et sa qualification. On sait bien qu'en n'importe quelle partie du monde les grands industriels saisissent rapidement les moments décisifs. Ceux du pays aussi qui comprirent que leurs usines ne pouvaient continuer à produire sans main-d'œuvre qualifiée, et démantelèrent hâtivement leurs plans et leurs ateliers, et s'en furent avec machines, dollars, Cadillac, famille et maîtresses. Dans certains cas, rares il est vrai, ils laissèrent au pays un employé pour déposer les bilans mais personne pour payer les traites.

Il faut reconnaître que les militaires, eux, restèrent jusqu'à la fin. Par discipline, bien sûr, mais aussi parce qu'ils percevaient des gages succulents. Au moment opportun, leur volonté d'enracinement leur avait fait émettre un communiqué particulièrement optimiste dans lequel ils signalaient qu'au cours de la dernière année le nombre de personnes victimes d'accidents de la circulation avait diminué de 35,24 %. Les journalistes étrangers, avec leur malveillance habituelle, essayèrent de minimiser cet indéniable succès en signalant que le mérite était nul, puisque sur le territoire national il

y avait de moins en moins de gens pouvant être accidentés. Le seul journal qui reproduisit ce commentaire insidieux fut définitivement fermé.

Oui, les militaires (et les prisonniers, bien sûr, mais pour d'autres raisons) restèrent jusqu'à la fin. Cependant, lorsque l'exode commença à prendre des caractéristiques alarmantes et quand les officiers durent se rendre à l'évidence qu'il leur était de plus en plus difficile de trouver des jeunes à torturer, bien qu'ils remédiaient à cette carence en retorturant ceux qui étaient déjà condamnés, se trouvant eux aussi en quelque sorte au chômage, ils cherchèrent des prétextes pour émigrer. Les bourses qu'offrait la grande nation du Nord pour suivre des cours de perfectionnement anti-guérilla dans la zone du canal de Panama commencèrent à être massivement acceptées. Presque la moitié des officiers en service fut canalisée vers le Canal. Quant à l'autre moitié, elle se divisa en deux clans luttant pour le pouvoir. Cette situation dura jusqu'à ce qu'un beau jour un colonel, moyennement lucide, réunit ses compagnons d'armes au mess de la caserne et leur insuffla ce doute cruel : «A quoi bon lutter pour le pouvoir s'il ne reste plus personne à qui commander ? Sur qui, nom de Dieu, exercer le pouvoir ?» La réponse à ce doute hautement philosophique fut l'embarquement, le lendemain, de 90 % des officiers qui étaient encore là. Ceux qui restèrent (presque tous très jeunes et membres des dernières promotions), heureux de se retrouver enfin sans chefs, tentèrent d'organiser un match de football sur la place d'armes ; mais lorsqu'ils constatèrent que le total des fidèles serveurs de la patrie n'atteignait pas vingt-deux, nombre réglementaire fixé par la F.I.F.A., ils décidèrent d'annuler le match. Et, le jour suivant, ils prirent l'aéroglesse pour Buenos Aires.

L'imagination de Benedetti va nous entraîner alors, dans le pays vide, au côté des prisonniers politiques...

Mario Benedetti

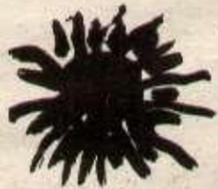
Avec l'autorisation de F. Maspéro

Avec et sans nostalgie de Mario Benedetti Edition Maspéro Prix : 30 F

Mario Benedetti

Avec et sans nostalgie

Nouvelles traduites de l'espagnol par Annie Mercier



voix

FRANÇOIS MASPERO

Lorsque les suspects qui étaient en liberté, leurs amis et leurs parents eurent presque tous émigré, alors ceux qui avaient faim, et ils étaient nombreux, commencèrent à s'en aller. Le dernier sondage Gallup avait enregistré 72,34 % d'affamés, constatation importante surtout si l'on considère que les 27,66 % restants étaient en grande partie composés de militaires, de latifundistes, de banquiers, de diplomates, de membres des corps de paix, de mormons et d'agents de la C.I.A. Le pourcentage des affamés qui partirent représenta un contingent aussi important, ou plus, que celui des suspects et des «suspects d'être suspects». Cependant, le gouvernement fit comme s'il ne savait rien et, comme contre-

L'affaire Kennedy aux *Dossiers de l'Ecran*

UNE HISTOIRE PLEINE DE BRUIT ET DE FUREUR

● Le 24 novembre, Kennedy est assassiné à Dallas par Lee Harvey Oswald, lui-même tué par Ruby 48 heures après son crime. L'accueil du président à Dallas avait été assez enthousiaste malgré une campagne hostile et des affiches placardées sur les murs le qualifiant de traître.

Dans cette ville du Sud, Kennedy était vu comme un libéral du fait de mesures antiségrégationnistes malgré le débarquement du GIS à Cuba et le début de la guerre du Vietnam.

Une première commission d'enquête sur la mort du président, la commission Warren, affirmera que l'assassin Oswald était seul. Mais après l'affaire du Watergate discréditant le gouvernement, une partie de l'opinion américaine va commencer à douter du rapport Warren. Et en 1978, une seconde commission d'enquête, la commission Stockes, reprend l'affaire. Elle apporte un élément nouveau : un quatrième coup de feu aurait bien été tiré, accréditant la thèse du complot.

Le film avant le débat : un procureur, un avocat de la Défense, des anti et des pro-castristes, un ambassadeur d'URSS, une diffusion de tracts. Oswald meurt à point nommé avant le verdict du jury. Ici, la vérité historique est respectée. Pour le reste c'est, à partir de faits réels, une sauce de film policier à suspens.

Sur le plateau étaient présents, Louis Stockes président de la 2^e commission d'enquête sur l'assassinat de Kennedy. Pierre Salinger, journaliste et ancien porte-parole de Kennedy, Donald Feed, écrivain à l'initiative d'une commission d'enquête privée accréditant la thèse du complot, W Keylors historien, et Marina Porter, veuve de Lee Oswald. Ce soir là, Marina Porter ne savait rien et n'avait pas de point de vue. Etrange tout de même, ces souvenirs flous, pour quelqu'un qui a raconté cette affaire à une journaliste écrivain : le livre est paru avec une minutie de détails qui laisse rêveur

quand on l'a entendue mardi soir. Faire vendre sans avoir l'air d'y toucher...

Et c'est bien un autre aspect de l'affaire Kennedy que l'on a entrevu : l'industrie de l'assassinat. La preuve en était le choix parmi les questions des téléspectateurs, elles avaient toutes un relent de presse à sensation. Salmigondis d'histoires à scandales entremêlés de parcelles de vérité et des réflexions peremptoires du genre : Kennedy serait toujours vivant, bien que diminué et Salinger aurait un document du président faisant la lumière sur cette affaire qu'il ne pourrait divulguer que 20 ans après le meurtre... (que personne, donc ne s'inquiète on saura tout dans 5 ans !).

Quand à l'aspect scientifique de la chose, c'est à dire le rapport de la deuxième commission d'enquête, il reste bien énigmatique : la commission accreditée la thèse du complot mais en éliminant tous ceux qui auraient pu y participer — et ils sont nom-

breux —. Nous avons dans le désordre : la CIA, le FBI, la mafia, les Cubains anticastristes ainsi que les russes... Elle a examiné aussi la mort mystérieuse des 24 témoins, renforçant la thèse du complot. Car sur 180 témoins, 21 avaient entendu, le 4^e coup de feu tiré du fameux «tertre vert». De là à faire la liaison... Mais non, nous dit la commission, ces 24 témoins sont morts d'une mort naturelle. Il ne reste pour prouver la thèse du complot que la fameuse bande magnétique fixée sur la moto d'un flic de l'escorte qui aurait enregistré les 4 coups de feu. Mais elle n'apparaît que 15 ans plus tard !

A quoi sert donc cette preuve si on ne sait par qui et pourquoi Kennedy a été assassiné. Mardi soir le mystère était encore entier. On se perd en conjectures... Qui était Lee Harvey Oswald ? Lecteur de Marx, il fait son service dans les marines. Il part en URSS, épouse une soviétique dont l'oncle fait partie du KGB (d'une branche seulement dit Marina Porter !). Ils ont un visa pour les USA rapidement. Il est vu à l'ambassade soviétique... C'est vraiment trop beau ! Présenté ainsi, il devient le bouc émissaire idéal pour un complot politique.

Aucune thèse n'est crédible. La commission Stockes s'est-elle arrêtée en chemin et n'a-t-elle pas tout révélé ? Abreuvé de tant d'éléments et privé de l'essentiel on ne sait plus où donner de la tête...

F. A.

LE SUCRE

UN FILM DE JACQUES ROUFFIO

Avec Jean Carmet, Gérard Depardieu, Roger Hanin, Michel Piccoli, Nelly Borgeaud

Sur un fait d'actualité, l'alerte au sucre en 1974, G. Conchon (auteur de Judith Trepauve) a collaboré avec Jacques Rouffio (metteur en scène) pour ce film mené rondement par un duo original : G. Depardieu - J. Carmet.

Depardieu, le fort, le «magouilleur», le parasite des spéculations boursières, entraîne tel un irrésistible tourbillon, dans la spéculation du sucre Jean Carlet, «pigeon» de province, naïf et crédule, que son mariage avec une riche héritière a placé à la tête d'une petite fortune.

A travers les déboires de ce «bébé-spéculateur», qui se fait broyer par les requins, le spéculateur est entraîné dans les eaux troubles du milieu boursier,

où règne Michel Piccoli, le grand manitou, qui orchestre l'effondrement ou la hausse des cours du sucre. Enorme cigare au bec, à la mesure de sa toute puissance, crâne chauve et sourire cynique, Piccoli tire les ficelles dans ce petit monde où grouillent banquiers serviles et commis de l'État veules.

Un monde où Jean Carmet a bien failli y laisser sa vie après y avoir laissé ses sous sans l'intervention de celui qui devient son ami après l'avoir «épi-géonné», l'inénarrable Gérard Depardieu ! Dialogues, musique, enchaînements... tout va très vite, au rythme des fluctuations des cours de la bourse.

Michèle ROUX



Samedi 13 janvier

TF 1

- 14 h 05 - Toujours le samedi : feuilleton et variétés
- 18 h 05 - 30 millions d'amis : «Un coup de pub pour Lenormand au milieu de sa ménagerie».
- 18 h 30 - Magazine Auto-moto
- 19 h 10 - 6 minutes pour vous défendre. Etiquetage des produits
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 45 - C'est arrivé un jour. *Toujours l'ineffable Bellemare*
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 35 - Numéro 1 : Alain Souchon
- 21 h 35 - Les héritiers. *Encore du feuilleton américain en 21 épisodes*
- 22 h 35 - Spécial basket
- 23 h 40 - Journal

A 2

- 14 h 25 - Les jeux du stade
- 17 h 05 - Salles des fêtes. Actualité des spectacles
- 18 h 00 - La course autour du monde
- 18 h 55 - Les chiffres et les lettres
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 45 - Top Club
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 40 - Les procès témoins de leur temps : Le jour où on me retrouvera morte. *Procès du curé Gothland accusé du meurtre de sa servante.*
- 22 h 15 - Sur la sellette - de Bouvard
- 23 h 25 - Journal

FR 3

- 18 h 00 - Breiz O Vella, Emission bretonne pour Rennes et Nantes
- 18 h 30 - Emissions pour la jeunesse
- 19 h 10 - Soir 3
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 55 - Il était une fois... l'homme
- 20 h 00 - Les jeux de 20 heures
- 20 h 30 - Fédé de Broadway. Comédie de Jean Poiret. Avec Jacqueline Maillan. *Une directrice de théâtre classique monte une comédie musicale sur le thème de Phèdre : Fédé. C'est une représentation filmée de la pièce montée pour le théâtre de variétés. Et cela se sent : les effets du théâtre passe mal à la télé.*

Dimanche 14 janvier

TF 1

- 13 h 20 - C'est pas sérieux. *Bertho et Amadou commentent l'actualité de la semaine.*
- 14 h 15 - Les rendez-vous du dimanche présenté par Drucker : variétés, cinéma et sports.
- 17 h 50 - Roman d'un catcheur. Film TV.
- 19 h 25 - Les animaux du monde
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 35 - Major Dundee. Film américain de Peckinpah (1965). *Grand western où se mêlent Sudistes, Nordistes, aventuriers, voleurs, Noirs et Indiens.*
- 22 h 45 - Musique à Aix. Musique classique
- 23 h 40 - Journal

A 2

- 12 h 40 - Cinémalices. *Vieux films muets sortis de la cinémathèque : petits chefs d'œuvres du burlesque (Onesime) ou d'aventures (La sultane de l'amour).*
- 12 h 55 - Top club dimanche
- 13 h 15 - Journal
- 14 h 30 - Heidi. Feuilleton
- 16 h 55 - Monsieur cinéma
- 18 h 05 - Le ciel de grand-père (production Walt Disney)
- 18 h 55 - Stade 2
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 35 - La chatte sur le toit brûlant. Film TV anglais d'après la pièce de Tennessee Williams. *Vers 1960, dans une ville du sud des Etats-Unis. Une famille de planteurs se réunit pour fêter l'anniversaire du patriarche. En une seule nuit toutes les tensions, tous les conflits qui déchirent la famille vont éclater. Une première version cinématographique a été réalisée en 1957 avec Paul Newman et Elizabeth Taylor. Cette nouvelle version aura du mal à supporter la comparaison.*
- 22 h 25 - Jazz : Clarence Gatemouth Brown
- 22 h 55 - Journal

FR 3

- 16 h 30 - Prélude à l'après-midi
- 17 h 30 - Un comédien lit un auteur
- 18 h 30 - L'invité de FR 3 : Jean-Louis Dabadie
- 20 h 30 - Haute curiosité
- 21 h 20 - Soir 3
- 21 h 30 - Encyclopédie du cinéma français
- 22 h 00 - Ciné regard. Festival du court métrage à Lille
- 22 h 30 - Cinéma de minuit. Cycle aspect du cinéma italien. *Dillinger est mort : film de Marco Ferreri (1968) VO avec Michel Piccoli et Annie Girardot. Drame philosophique. Ce n'est pas une évocation du célèbre gangster Dillinger mais c'est le journal qui relate sa mort, servant à envelopper un revolver qui va déclencher l'action du film. Si on en accepte l'intellectualisme, on peut essayer de suivre la réflexion du personnage censé se libérer de son aliénation en tuant !*

SOMMAIRE

LIRE LES RUBRIQUES

P. 2
Revue des revues
P. 4 et 5 :
«Contraire au sein du peuple». Aujourd'hui : faut-il ou non participer aux journées d'action ?
P. 14 :
A livres ouverts
P. 15 :
Télévision - cinéma

DANS CE NUMERO

P. 6 :
L'Europe monétaire franchira-t-elle l'obstacle agricole ?
P. 8 et 9 :
Dossier chômage : non, Barre, les jeunes n'ont pas signé ton pacte pour l'emploi.
Histoire : il y a 60 ans, la révolution allemande assassinée.
P. 12 :
Chine : ce que disent les manifestants de Tien An Men.

«THELEME»
L'ETAT
COUVRE
LES POLICIERS

Me Benachenhou, l'avocat d'origine algérienne que des policiers avaient tabassé et insulté lors de la fusillade du Thélème, réclamait jeudi, en référé, une somme de 343 500 francs à titre de dommages et intérêts. L'avocat du Trésor a tenté de contester la compétence du tribunal des référés, et de justifier l'attitude des policiers.

Rappelons qu'à la suite de cette affaire, le juge Pinsseau (celui du non-lieu des écoutes du Canard Enchaîné) avait prononcé un non-lieu contre les policiers. La Chambre d'accusation confirmait ce non-lieu, en le justifiant par le fait que les policiers n'avaient pu être identifiés. Cependant, elle reconnaissait que l'avocat avait «été victime de graves violences de la part des policiers dans l'exercice de leurs fonctions», et que ces violences «ne sauraient en rien être justifiées». La Chambre relevait également «des injures racistes inadmissibles».

Puisque cet arrêt reconnaît la responsabilité civile de la police, la requête de la victime semble donc, en droit, parfaitement justifiée. Ce n'est pas l'avis de l'avocat du Trésor. Pour lui, Me Benachenhou avait eu tort en se protégeant, se mettant à l'abri du comptoir lorsque les policiers sont entrés, l'arme au poing. «Je comprends qu'il y ait eu cette réaction, mais j'aurais souhaité qu'il comprenne celle des policiers». Rappelons que Me Benachenhou, après cette intervention policière, avait le crâne enfoncé, plusieurs côtes cassées, le maxillaire fracturé et de multiples contusions. Selon l'avocat du Trésor, «il aurait dû comprendre»...

L'interview de Norodom Sihanouk jeudi soir à TF 1 (L'événement)

● Dans une interview à TF 1, Norodom Sihanouk a répondu à plusieurs questions. Dans les questions, le journaliste qui l'interrogeait a délibérément mis l'accent — et en développant son point de vue — sur le régime de Kampuchéa depuis 1975, plutôt que sur l'agression vietnamienne.

Nous publions ici, à titre de document, des extraits des propos tenus en réponse à ces questions par Sihanouk, ancien chef de l'Etat du Kampuchéa.

Après avoir souligné que la Résistance se poursuit en de multiples endroits du Kampuchéa démocratique, où des bases de maquis sont constituées pour poursuivre la lutte contre l'agression vietnamienne, Norodom Sihanouk interrogé depuis New York, par TF 1, a déclaré :

«Les armes que la Chine est tout à fait déterminée à nous accorder sont et seront suffisantes pour que la guérilla de notre Kampuchéa puisse être menée à long terme et jusqu'à la victoire finale. Quant aux moyens de faire parvenir les aides chinoises dans les zones tenues par les guérilleros Kampuchéens, et bien nous allons avec la Chine étudier cela.

— Pour l'instant il n'y a que des parachutages qui semblent possibles ?

— Peut être que certains pays de l'ASEAN fermeront un peu les yeux pour permettre à certains convois de passer. Peut être, je ne veux pas les compromettre (...). Il y a des pays comme la Thaïlande qui, quand même, sont directement menacés par l'avancée vietnamienne. Les Vietnamiens et les Russes qui sont derrière eux ne vont pas s'arrêter en si bon chemin. Après le Cambodge, ce sera le tour

de la Thaïlande et d'autres pays du Sud-Est asiatique. (...)

— Mais il y a aussi un autre problème, Monseigneur, c'est la population, massacrée, déportée, broyée, privée de liberté pendant trois ans par les Khmers rouges. Ne va-t-elle pas basculer du côté du nouveau régime s'il est le protégé des Vietnamiens ?

— Alors ne je sais pas ce qui s'est passé réellement, vous savez, je ne sais pas beaucoup. Pendant les trois ans, où j'étais à Phnom Penh, je n'ai pas réussi à avoir des preuves concrètes, des preuves morales de tels massacres. J'ai vu des gens n'est-ce pas qui ne me paraissent pas terrorisés. Je pouvais faire confiance en leur sourire qui n'était pas forcé, il ne semble pas qu'il y ait un problème très tragique. Mais je n'en sais rien. Je ne veux pas soutenir dans ce chapitre les Khmers rouges, je ne veux pas non plus, les accuser alors que je ne suis pas au courant de cette affaire.

— Monseigneur, vous dites ne pas avoir été témoin de tous ces massacres mais ne peut on pas supposer que vous saviez très bien ce qui se passait et que c'est parce que

vous avez refusé de cautionner toutes ces atrocités que les Khmers rouges vous ont écarté de toutes responsabilités et on peut le dire, pratiquement retenu prisonnier pendant trois ans ?

— Vous savez, je ne sais pas pourquoi ils ne m'ont plus fait, après notre histoire commune, l'honneur d'utiliser mes services. Je ne sais pas pour quelles raisons, d'ailleurs, ils ne me les ont pas données, ces raisons. Mais je tiens à dire une chose, mon retrait de la présidence, au départ, ce ne sont pas les Khmers rouges, qui l'ont décidé, c'est moi-même qui ai demandé à me retirer. Je leur avais dit que je voulais me retirer pour avoir une parfaite tranquillité de corps et d'esprit. Et je devais me retirer en France. Mais ils ne m'ont pas permis de sortir de mon pays. Ils ont dit d'accord pour la retraite, mais vous restez au Cambodge. Alors je suis resté au Cambodge.

— Trois ans de captivité en somme, dans quelles conditions les avez-vous passées, Monseigneur ?

— Vous savez le reste des Cambodgiens qui étaient sous l'administration de M. Pol Pot avaient

moins de privilèges que moi (...).

— Avez-vous crûint un seul instant pendant ces trois années pour votre vie y a-t-il eu des menaces, mais indirectes, voilées ?

— Non, il n'y a pas eu de menaces. Mais comme à la radio, il parlait de massacres, j'avais un peu peur pour ma famille quand même, je ne savais pas ce qui se passait. Mais finalement rien ne s'est passé, nous voici devant vous avec ma femme, mes enfants sont à Pékin. Sauf que les enfants qui étaient devenus chefs de famille, ont été envoyés dans des coopératives et la guerre est venue et je ne sais pas ce qu'ils sont devenus.

— Vous n'avez aucune nouvelle d'eux ?

— Je n'ai aucune nouvelle d'eux, nous n'avions pas le droit de communiquer entre nous bien sûr, les autres non plus. C'était notre façon de vivre à la communiste cambodgienne, disons. (...)

La Chine m'a invité à être son hôte pour toujours. Si je choisis de passer ma vie à l'étranger, la Chine pose sa candidature. Alors je choisis la candidature chinoise. Car j'ai une immen-

se dette de reconnaissance envers la Chine qui a beaucoup fait pour moi et qui est pour quelque chose dans ma libération actuelle. Certainement je le pense (...).

— Donc, si l'on comprend bien, vous êtes devenu en quelque sorte l'ambassadeur itinérant des Khmers rouges, d'un régime communiste que vous n'approuvez pas entièrement alors que vous-même vous êtes un pur anti-communiste.

— Je ne suis pas anti-communiste, je suis anti-personne. Je suis pro-Cambodge, c'est tout. Alors quand mon Cambodge bien aimé est en danger, je le sais, je le sers de toutes mes forces. J'ai accepté cette mission de M. Pol Pot pour servir le Cambodge. Tous les patriotes doivent servir leur patrie quand leur patrie est en danger. Et surtout maintenant elle est en danger de mort, elle risque de devenir une partie du Vietnam avec peut-être une étiquette cambodgienne, comme cela s'est passé au Laos. Une partie du Vietnam il faut le dire de plus en plus nettement. Alors les Khmers rouges, s'il le faut !... il faut que les Vietnamiens partent du Cambodge.

Tchécoslovaquie : Sabata condamné

Une nouvelle fois, le régime tchécoslovaque, à la botte de l'occupant soviétique, a frappé. Jaroslav Sabata, porte-parole de la «Charte 77», a été condamné à neuf mois de prison par le tribunal de Trutnov, après quatre heures d'audience. Motif invoqué : «Insulte à agent de l'autorité publique». La peine est assortie d'un ré-

gime d'emprisonnement sévère sous prétexte que le militant condamné pour son combat en faveur des libertés démocratiques, est «récidiviste». Il avait en effet déjà été condamné en 1972, à six ans de prison, pour avoir distribué des tracts qui conseillaient l'abstention aux élections. Jaroslav Sabata avait été arrêté le premier octo-

bre dernier, alors qu'il se rendait à une réunion avec des représentants du KOR, le «Comité d'auto-défense sociale» polonais. Les autorités tchécoslovaques sont inquiètes de telles initiatives qui indiquent un effort croissant de coordination des mouvements d'opposition aux bourgeois révisionnistes en Europe de l'Est.

Sabata ne bénéficie d'aucune défense réelle, et trois journalistes occidentaux qui s'étaient présentés pour assister à l'audience, ont été éconduits, sous prétexte que la salle était «trop petite». Les «libertés» du goulag tchécoslovaque sont celles-là mêmes dont se réclament les dirigeants vietnamiens qui n'ont cessé, de-

puis dix ans, d'appuyer l'occupation soviétique de la Tchécoslovaquie, qui bafouent les libertés dans leur pays contraignant à l'exode des dizaines de milliers de Vietnamiens mais qui, selon René Andrieu, interviendraient au Cambodge parce qu'ils sont «contre les caricatures de socialisme» !

● Italie : protestation de masse contre la violence fasciste

Après l'attentat fasciste contre la radio libre Citta Futura, au cours duquel cinq femmes avaient été blessées par balles, près de 40 000 femmes ont manifesté mercredi soir à Rome. Pendant le déroulement de cette manifestation, un groupe de fascistes, qui avait lancé des cocktails Molotov contre une permanence de la Démocratie chrétienne, était pris en chasse par la police, qui a abattu l'un d'eux, qui brandissait un pistolet. En même temps, un groupe a ouvert le feu sur des militants d'extrême-droite, dont plusieurs ont été blessés. L'un d'eux est mort jeudi matin.

● Strasbourg : 80 résidents Sonacotra bientôt expulsés

La direction de la Sonacotra demandait en référé l'expulsion de 80 résidents grévistes des loyers. La première Chambre du tribunal de grande instance de Strasbourg lui a donné raison jeudi, ordonnant les expulsions. Des jugements allant dans le même sens avaient déjà été prononcés ces derniers mois tant à Strasbourg qu'à Colmar. Les résidents ont fait appel. Cet appel n'est pas suspensif. Notons que le tribunal, saisi le 7 décembre dernier, vient seulement de rendre son jugement, alors que la procédure des référés est une procédure d'urgence.

● Un jeune Est-Allemand a été condamné à deux ans et demi de prison par le tribunal de Dresde (RDA) pour avoir émis une demande d'émigration en RFA et pour ses critiques envers le régime Est-Allemand. Il lui est également reproché d'avoir affiché le texte suivant à la porte de son appartement : «Nous demandons le plein respect des droits de l'homme en RDA».